

# RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Trimestriel n° 495 • oct.-nov.-déc. 2022 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 € – 2,50 Fr.S – 2 \$ can.

## Face à l'accélération de la barbarie capitaliste, une seule réponse : la lutte de classe !

Depuis les trois dernières années, nous assistons à une simultanéité et à une aggravation des différentes crises et catastrophes qui accélèrent le délabrement de la société capitaliste : guerre, crise économique, crise écologique, pandémie... Cela, au point d'entrevoir sérieusement et plus concrètement que jamais la menace d'un anéantissement de l'espèce humaine.

### Une accélération brutale de la décomposition

La pandémie de la Covid-19, dont la huitième vague est en cours, constituait dès 2020, comme nous l'avions souligné, une nouvelle étape de l'enfoncement de la société dans la phase finale de sa décadence, celle de sa décomposition. Elle cristallise, en effet, toute une série de facteurs de chaos qui semblait jusque-là n'avoir

aucun lien entre-eux.<sup>(1)</sup> L'incurie de la classe dominante s'y était révélée partout plus nettement avec l'effondrement des systèmes sanitaires (manque de masques, de lits et de soignants) responsable de l'hécatombe planétaire dont les chiffres oscillent entre 17 et 27 millions de morts, à ce jour. La pandémie a même durablement atteint la chaîne mondiale de production, accentuant les pénuries et l'inflation. Elle révélait aussi les difficultés accrues de la bourgeoisie à organiser une réponse coordonnée à la pandémie comme à la crise.

La guerre en Ukraine s'enkyste déjà comme un cancer foudroyant aux portes de l'Europe et constitue un palier supplémentaire de l'enfoncement accéléré de la société capitaliste dans la décomposition, en particulier à travers l'exacerbation du militarisme

à l'échelle planétaire. Le grand désordre de l'instabilité dans les pays de l'ex-URSS, les frappes risquant d'endommager la centrale nucléaire de Zaporijjia, les menaces répétées d'utilisation de l'arme nucléaire,<sup>(2)</sup> les fuites catastrophiques des gazoducs Nord stream dans la Baltique suite à de probables actes de guerre,

2) L'utilisation de l'arme nucléaire ne se résume pas au bon vouloir d'un «dictateur fou», comme l'affirme la bourgeoisie pour mieux effrayer et faire adhérer la population aux «sacrifices nécessaires». Elle nécessite un certain consensus au sein de la bourgeoisie nationale. Mais bien qu'une telle utilisation équivaldrait à un suicide volontaire de la bourgeoisie russe, le niveau d'irrationalité et d'imprévisibilité dans lequel plonge le capitalisme ne rend plus tout à fait impossible son usage. Par ailleurs, les centrales ukrainiennes vieillissantes, véritable gouffre financier, demeurent, plusieurs décennies après la catastrophe de Tchernobyl, d'effrayantes bombes à retardement.

la mobilisation partielle aventuriste de Poutine virant au fiasco, les risques d'escalade terrifiants d'un régime russe aux abois, tout cela ne laisse présager qu'un avenir capitaliste apocalyptique sur toute la planète. Désormais, le gouffre des dépenses militaires qui a précédé et accompagne davantage la guerre en Ukraine et les tensions dans le Pacifique, comme l'endettement abyssal d'États croulant sous le poids de l'économie de guerre, se traduisent par un enfoncement accéléré dans la crise économique. La crise, conjuguée à un réchauffement climatique catastrophique, plonge déjà des millions d'êtres humains dans la malnutrition, non seulement en Ukraine mais dans de nombreuses régions du globe ; les pénuries se multiplient et l'inflation condamne une grande partie de la classe ouvrière à la pauvreté. Les

«sacrifices» exigés par la bourgeoisie présagent déjà de maux bien pires. Le militarisme, qui s'accroît sauvagement sous nos yeux, incarne donc toute l'irrationalité d'un capitalisme qui ne peut mener qu'à la ruine et au chaos sanglant. À commencer par la logique des États-Unis, dont la volonté de préserver leur rang de première puissance mondiale passe par le renforcement continu d'une surpuissance militaire, agissant dans cette guerre, comme ailleurs, au prix de toujours plus de chaos et de déstabilisation.

Des myriades de catastrophes en tous genres, de plus en plus fréquentes, interagissent et s'alimentent les unes les autres plus intensément, formant une véritable spirale destructrice. Les derniers mois ont renforcé considérablement cette trajectoire apocalyptique, tant par l'intensification de la guerre et ses ravages que par l'évolution spectaculaire des manifestations du dérèglement climatique.<sup>(3)</sup> Outre les destructions, la terre brûlée, les massacres et les exodes forcés, la production agricole se restreint à l'échelle mondiale, l'accès à l'eau se raréfie, les pénuries et les famines se multiplient, le monde souillé par les pollutions multiples devient invivable. Les ressources qui s'épuisent tendent elles-mêmes à être

3) Des incendies d'une ampleur inégalée ont frappé la planète durant l'été, des sécheresses et des pics de chaleurs records atteignant les 50°C (comme en Inde) couplés à de terribles inondations, comme celle qui a quasiment noyé les surfaces cultivées du Pakistan.

### GRÈVES DANS LES RAFFINERIES FRANÇAISES ET AILLEURS...

## LA SOLIDARITÉ DANS LA LUTTE, C'EST LA FORCE DE NOTRE CLASSE !

Depuis le 27 septembre, les travailleurs des groupes pétroliers TotalEnergies et Esso-ExxonMobil sont de plus en plus nombreux à lutter. Au moment où nous mettons sous presse, sept raffineries sur huit sont bloquées. Leur principale revendication est claire : pour faire face à la flambée des prix, ils réclament une augmentation des salaires de 10%.

Tous les salariés, retraités, chômeurs, étudiants précaires, qui subissent aujourd'hui l'inflation, cette hausse vertigineuse des prix de l'alimentaire et de l'énergie, sont confrontés au même problème : des salaires, des pensions ou des indemnités qui ne permettent plus de vivre dignement. La détermination des grévistes des raffineries, leur colère et leur combativité, incarnent et concrétisent ce que ressent toute la classe ouvrière, dans tous les secteurs, du public ou du privé.

Les médias peuvent bien faire tourner en boucle les images de files d'attente interminables devant les stations-service, multiplier les reportages sur la galère des automobilistes qui souhaitent se rendre sur leur lieu de travail (euh!), rien n'y fait : cette lutte provoque, pour le moment, plus que de la sympathie dans les rangs prolétaires, elle suscite aussi le sentiment que les travailleurs de tous les secteurs sont dans la même galère !

Alors les médias aux ordres auront beau crier : «Regardez ces nantis qui touchent plus de 5000 euros par mois!». Franchement qui peut croire un tel mensonge ? D'autant qu'ils nous font le coup à chaque grève

des cheminots ou des travailleurs du secteur aérien... 5000, 7000, 10000... Qui dit mieux ? En réalité, ces salariés ne touchent pas plus de 2000 euros pour débiter, 3000 pour certains en fin de carrière, comme les professeurs, les infirmiers, les ouvriers qualifiés, etc. Mais cette propagande devient de moins en moins audible au fil des mois, parce que grandit au sein de la classe ouvrière l'idée que nous sommes tous frappés par la dégradation des salaires et les attaques toujours plus insupportables.

La montée palpable de la colère et de la combativité dans de nombreux secteurs en France, ces dernières semaines, n'est donc pas une surprise. Elle s'inscrit, en effet, dans une dynamique plus large, plus ample, dans une dynamique internationale dont l'indice le plus significatif a été la lutte menée cet été (et qui continue) par les *workers* au Royaume-Uni. Dans notre tract international du 27 août nous écrivions ainsi : «Il s'agit du mouvement le plus important de la classe ouvrière dans ce pays depuis des décennies ; il faut remonter aux immenses grèves de 1979 pour trouver un mouvement plus important et massif. Un mouvement d'une telle ampleur dans un pays aussi important que le Royaume-Uni n'est pas un événement "local". C'est un événement de portée internationale, un message aux exploités de tous les pays. [...] Les grèves massives au Royaume-Uni sont un appel au combat pour les prolétaires de tous les pays». Depuis, les grèves en Allemagne ou celles annoncées en Belgique, par

exemple, n'ont fait que confirmer cette tendance.

Pour autant, la classe ouvrière fait face à une véritable faiblesse : le morcellement de ses luttes. Ces deux derniers mois, des grèves ont éclaté dans les transports (à Metz le 7 octobre, à Dijon le 8, à Saint Nazaire le 11, à l'échelle nationale du 17 au 23 octobre), dans le secteur de la petite enfance et dans la fonction publique territoriale (le 6 octobre), une journée de manifestation le 29 septembre essentiellement dans le secteur public, etc.

Pourquoi cette division ? Parce que les syndicats ont aujourd'hui entre leurs mains l'organisation de ces mouvements, qu'ils éparpillent et séparent en autant de corporations, de secteurs et de revendications spécifiques. Parce qu'ils se partagent le travail d'encadrement des ouvriers entre organisations syndicales «radicales» et «conci-liantes», jouant ainsi de divisions qui finissent par générer doutes et méfiance dans les rangs ouvriers.

Face à Macron et son gouvernement, les syndicats se présentent aujourd'hui comme radicaux, comme les champions de la lutte... pour mieux nous encadrer et nous séparer les uns des autres. En donnant crédit à l'idée de «taxer les superprofits» et de mieux «répartir les richesses», en dénonçant la réquisition par l'État des grévistes, de même qu'en vantant les vertus d'une véritable négociation, les «partenaires sociaux» donnent, par le jeu de leur «opposition», un coup de pouce à l'État qui cherche justement à apparaître comme le garant d'un arbitrage

bienveillant. Et les médias, les dirigeants de la classe bourgeoise, d'enfoncer le clou en présentant la CGT et FO comme des «irresponsables jusqu'au-boutistes», tout cela pour mieux les crédibiliser aux yeux des exploités en leur prêtant une prétendue combativité alors que ces officines sont elles-mêmes des organes d'État, parfaitement institutionnalisés.

Aujourd'hui, nous apprenons que les salariés de la centrale nucléaire de Gravelines, la plus puissante d'Europe de l'Ouest, entrent à leur tour en grève. Tout comme les travailleurs de la SNCF, de la RATP ou de la grande distribution. Eux aussi demandent des hausses de salaire ! Dans quelques jours, le 18 octobre, une journée «inter-professionnelle» de grève et de manifestations est prévue dans le secteur de l'enseignement professionnel, dans les cliniques, dans les EHPAD privés... Autrement dit chacun dans son coin, les uns séparés des autres. D'ailleurs, aux micros de BFM TV, le leader de la CGT, Philippe Martinez ne veut surtout pas de mouvement unitaire de la classe. C'est pourquoi en brandissant la «grève générale», il orchestre la multiplication des actions locales : «Il faut que dans toutes les entreprises, on discute d'actions et généraliser les grèves. Cela veut dire qu'il faut qu'il y ait des grèves partout». En clair : les syndicats organisent la division et l'éparpillement, entreprise par entreprise, sous couvert de «généralisation».

Rappelons-nous de la faiblesse du

suite page 6

### Dans ce numéro

#### La signification de "l'été de la colère" en Grande-Bretagne

Le retour de la combativité du prolétariat mondial ..... 2

#### Vague de lutte au Royaume-Uni

Les prolétaires se battent pour leur propre camp dans la guerre des classes ..... 3

#### Crise économique

L'économie mondiale dans le tourbillon de la décomposition ..... 4

#### Chaos impérialiste

L'impérialisme américain, acteur majeur du chaos capitaliste ..... 5

Les caractéristiques historiques de la lutte des classes en France (partie 4) ..... 8

suite page 2

## LE RETOUR DE LA COMBATIVITÉ DU PROLÉTARIAT MONDIAL

Certains événements ont une portée qui ne se limite pas au niveau local ou immédiat, mais ont une signification au niveau international. De par le nombre de secteurs affectés, la combativité des ouvriers engagés dans la lutte et le soutien très large envers les grèves parmi la population ouvrière, la vague de grèves qui s'est propagée en Grande-Bretagne depuis l'été est un événement d'une importance incontestable sur le plan britannique. Mais la signification historique de ces combats dépasse largement leur dimension locale ou encore leur déroulement ponctuel.

Depuis des dizaines d'années, la classe ouvrière des métropoles européennes subit la pression étouffante de la décomposition du capitalisme. Plus concrètement, depuis 2020, elle a subi plusieurs vagues de Covid et ensuite l'horreur de la barbarie guerrière en Europe avec l'invasion russe et la guerre en Ukraine. Bien qu'ayant affecté la combativité ouvrière, ces événements ne l'avaient pas fait disparaître, comme l'ont souligné encore des luttes aux États-Unis, en Espagne en Italie, en France, en Corée et en Iran fin 2021 et début 2022.

Cependant, la vague de grèves en Grande-Bretagne en réponse aux attaques contre le niveau de vie causées par l'approfondissement de la crise économique, accentuée par les conséquences de la crise sanitaire et surtout par la guerre en Ukraine, est d'une autre ampleur. Dans des circonstances difficiles, les ouvriers britanniques envoient un signal clair aux travailleurs du monde entier : nous devons nous battre même si, jusqu'à présent, nous avons subi des attaques et accepté des sacrifices sans être capable de réagir, aujourd'hui, «enough is enough» («trop, c'est trop»), nous n'acceptons plus cela, il faut lutter. Voici la teneur du message envoyé aux ouvriers des autres pays.

Dans ce contexte, l'entrée en lutte du prolétariat britannique constitue un événement de signification historique sur différents plans.

### La combativité retrouvée du prolétariat britannique

Cette vague de luttes est menée par une fraction du prolétariat européen qui a le plus souffert du recul général de la lutte de classe depuis 1990. En effet, si dans les années 1970, bien qu'avec un certain retard par rapport à d'autres pays comme la France, l'Italie ou la Pologne, les travailleurs britanniques avaient développé des luttes très importantes culminant dans la vague de grèves de 1979 («l'hiver de la colère»; «the winter of discontent»), le Royaume-Uni a été le pays européen où le recul de la combativité durant ces 40 dernières années a été le plus marqué.

Durant les années 1980, la classe ouvrière britannique a subi une contre-offensive efficace de la bourgeoisie qui a culminé dans la défaite de la grève des mineurs de 1985 face à Margaret Thatcher, la «dame de fer» de la bourgeoisie britannique. Par ailleurs, la Grande-Bretagne a été particulièrement touchée par la désindustrialisation et le transfert d'industries vers la Chine, l'Inde ou l'Europe de l'est. Aussi, lorsque la classe ouvrière subit un recul généralisé sur le plan mondial en 1989, celui-ci a été particulièrement marqué en Grande-Bretagne.

De plus, au cours de ces dernières années, les travailleurs britanniques ont subi la déferlante de mouvements populistes et surtout la campagne assourdissante du Brexit, stimulant la division en leur sein entre «remainers» et «leavers», et ensuite la crise du Covid qui a lourdement pesé sur la classe ouvrière, en particulier en Grande-Bretagne. Enfin, plus récemment encore, elle a été confrontée dans le cadre de la guerre en Ukraine à un

battage démocratique pro-ukrainien intense et un à discours belliciste particulièrement abject.

La «génération Thatcher» avait subi une défaite importante, mais aujourd'hui, une nouvelle génération de prolétaires apparaît sur la scène sociale, qui n'est plus affectée, comme l'avaient été leurs aînés, par le poids de ces défaites et relève la tête en montrant que la classe ouvrière est capable de riposter par la lutte à ces attaques importantes. Toute proportion gardée, nous constatons un phénomène assez comparable (mais non identique) à celui qui a vu la classe ouvrière française surgir en 1968 : l'arrivée d'une jeune génération moins affectée que ses aînés par le poids de la contre-révolution.

### L'importance internationale de la classe ouvrière britannique

«L'été de la colère» ne peut que constituer un encouragement pour l'ensemble des travailleurs de la planète et cela pour plusieurs raisons : il s'agit de la classe ouvrière de la cinquième puissance économique mondiale, et d'un prolétariat anglophone, dont l'impact des luttes ne peut être qu'important dans des pays comme les États-Unis, le Canada ou encore dans d'autres régions du monde, comme en Inde ou encore en Afrique du Sud. L'anglais étant, par ailleurs, la langue de communication mondiale, l'influence de ces mouvements surpasse nécessairement celui qui pourrait avoir des luttes en France ou en Allemagne, par exemple. Dans ce sens, le prolétariat britannique montre le chemin non seulement aux travailleurs européens, qui devront être à l'avant-garde de la montée de la lutte de classe, mais aussi au prolétariat mondial, et en particulier au prolétariat américain. Dans la perspective des luttes futures, la classe ouvrière britannique pourra ainsi servir de trait d'union entre le prolétariat d'Europe occidentale et le prolétariat américain.

Cette importance se mesure également à la réaction inquiète de la bourgeoisie, en particulier en Europe occidentale, par rapport aux dangers que recèle l'extension de la «dégradation de la situation sociale». C'est en particulier le cas en France, en Belgique ou en Allemagne où la bourgeoisie, contrairement à l'attitude de la bourgeoisie britannique, a pris des mesures pour plafonner les hausses de pétrole, de gaz et d'électricité ou bien pour compenser au moyen de subventions ou de baisses d'impôts l'impact de l'inflation et de la hausse des prix et clame haut et fort qu'elle veut protéger le «pouvoir d'achat» des travailleurs. De même, le large écho accordé dans les médias au décès de la reine Élisabeth et aux cérémonies des obsèques est destiné à flouter les images de lutte de classe et diffuser au contraire le tableau d'une population britannique unie, communiant dans la ferveur nationale et respectueuse de l'ordre constitutionnel bourgeois. La bourgeoisie sait parfaitement que l'approfondissement de la crise et les conséquences de la guerre iront  *crescendo*. Or, le fait que, dès à présent, un mouvement massif se développe face aux premières attaques, qui sont similaires pour toutes les fractions du prolétariat non seulement au Royaume-Uni, mais aussi en Europe et même dans le monde, ne peut qu'inquiéter profondément la bourgeoisie alors qu'elle devra irrémédiablement en porter de nouvelles dans le contexte actuel.

### Une rupture dans la dynamique de la lutte de classe internationale

Bien que le prolétariat ouest européen n'ait pas été vaincu durant ces quarante dernières années (contrairement à ce qui s'était passé avant les deux guerres mondiales), le recul au niveau

de sa conscience de classe après 1989 (résultant en particulier de la campagne sur la «mort du communisme») avait cependant été significatif. Ensuite, l'approfondissement de la décomposition à partir des années 1990 avait affecté de plus en plus son identité de classe, et cette tendance n'avait pu être inversée par des mouvements de lutte ou des expressions de réflexion minoritaires dans les deux premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle, tels que la lutte contre le Contrat Première Embauche (CPE) en France en 2006, le mouvement des «Indignados» en Espagne en 2011, les luttes à la SNCF et à Air France en 2014 et le mouvement de lutte contre la réforme des retraites en 2019-2020 en France ou encore le «Striketober» aux États-Unis en 2021.

De plus, tout au long des deux premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle, la classe ouvrière mondiale a été confrontée dans ses luttes au danger de mouvements interclassistes, comme en France avec les actions des «gilets jaunes», au poids de mobilisations populistes comme le mouvement MAGA («Make America great again») aux États-Unis, ou encore aux luttes parcellaires comme les «marches pour le climat» ou le mouvement «Black lives matter» et les mobilisations en faveur de la liberté d'avortement aux États-Unis. Plus récemment, face aux premières conséquences de la crise, de nombreuses révoltes populaires ont éclaté dans différents pays d'Amérique latine contre la hausse des prix des carburants et autres denrées de première nécessité. L'ensemble de ces mouvements constitue un danger pour les travailleurs qui risquent ainsi d'être entraînés dans des luttes interclassistes ou carrément bourgeoises dans lesquelles ils sont noyés dans la masse des «citoyens».

Or, seul le prolétariat propose une alternative face aux désastres qui marquent notre société. Et justement, contre ces mouvements qui entraînent les travailleurs sur de faux terrains, l'apport fondamental de la vague de grèves des travailleurs britanniques est l'affirmation que la lutte contre l'exploitation capitaliste doit se situer sur un clair terrain de classe et poser de claires revendications ouvrières contre les attaques visant le niveau de vie des travailleurs : «*Mais en outre, et c'est là l'élément qui détermine en dernier ressort l'évolution de la situation mondiale, le même facteur qui se*

*trouve à l'origine du développement de la décomposition, l'aggravation inexorable de la crise du capitalisme, constitue le stimulant essentiel de la lutte et de la prise de conscience de la classe, la condition même de sa capacité à résister au poison idéologique du pourrissement de la société. En effet, autant le prolétariat ne peut trouver un terrain de rassemblement de classe dans des luttes partielles contre les effets de la décomposition, autant sa lutte contre les effets directs de la crise elle-même constitue la base du développement de sa force et de son unité de classe.*»<sup>(1)</sup> Le développement de cette combativité massive dans des luttes pour la défense du «pouvoir d'achat» est pour le prolétariat mondial une condition incontournable pour engager le processus permettant de surmonter le profond recul qu'il a subi depuis l'effondrement du bloc de l'Est et des régimes stalinien et de recouvrer son identité de classe et sa perspective révolutionnaire.

Bref, autant du point de vue historique que du contexte actuel auquel est confrontée la classe ouvrière, cette vague de grèves en Grande-Bretagne constitue dès lors une rupture dans la dynamique de la lutte de classe, capable de provoquer un «changement d'atmosphère» sociale.

### Une lutte contre les attaques économiques exacerbées par la guerre impérialiste

L'importance de ce mouvement ne se limite pas au fait qu'il met fin à une longue période de relative passivité. Ces luttes se développent à un moment où le monde est confronté à une guerre impérialiste de grande ampleur, une guerre qui oppose, en Europe, la Russie à l'Ukraine mais qui a une portée mondiale avec, en particulier, une mobilisation des pays membres de l'OTAN. Une mobilisation en armes mais aussi économique, diplomatique et idéologique. Dans les pays occidentaux, le discours des gouvernements appelle aux sacrifices pour «défendre la liberté et la démocratie». Concrètement, cela veut dire qu'il faut que les prolétaires de ces pays se serrent encore plus la ceinture pour «témoigner leur solidarité avec l'Ukraine», en fait avec la bourgeoisie ukrainienne et celle des pays occidentaux.

1) «Thèses sur la décomposition», *Revue internationale* n° 62 (1990).

Face au conflit en Ukraine, appeler à une mobilisation directe des travailleurs contre la guerre est illusoire; cependant, le CCI a mis en évidence dès février 2022 que la réaction ouvrière allait se manifester sur le terrain des attaques contre leur «pouvoir d'achat», qui sont le produit de l'accumulation et de l'interconnexion des crises et catastrophes de la période passée. De telles luttes iraient aussi à l'encontre de la campagne appelant à accepter des sacrifices pour soutenir «l'héroïque résistance du peuple ukrainien».

Par ailleurs, la mobilisation contre l'austérité capitaliste contient à terme aussi une opposition contre la guerre. Voilà aussi ce que les grèves du prolétariat au Royaume-Uni portent en germe, même si les travailleurs n'en ont pas toujours pleinement conscience : le refus de se sacrifier encore et toujours plus pour les intérêts de la classe dominante, le refus des sacrifices pour l'économie nationale et pour l'effort de guerre, le refus d'accepter la logique de ce système qui mène l'humanité vers la catastrophe et, finalement, à sa destruction.

Bref, même si les luttes se limitent pour le moment à un seul pays, si elles s'épuisent et s'il ne faut sans doute pas s'attendre dans l'immédiat à une série de développements majeurs similaires dans différents pays, un jalon est posé. L'acquis essentiel de la lutte des ouvriers britanniques est de relever la tête et de se battre, la pire défaite étant de subir sans se battre. C'est sur cette base que des leçons peuvent être tirées et que la lutte peut avancer. Dans cette perspective, elles représentent un changement qualitatif et annoncent un changement dans la situation de la classe ouvrière face à la bourgeoisie : elles marquent un développement de la combativité sur un terrain de classe qui peut être l'amorce d'un nouvel épisode de la lutte, car c'est à travers ses luttes économiques massives que la classe ouvrière pourra recouvrer progressivement son identité de classe, érodée par la pression de plus de trente années de décomposition, le reflux des luttes et de la conscience, les sirènes des mouvements interclassistes, le populisme et les campagnes écologistes, et qu'elle pourra ouvrir une perspective pour l'ensemble de la société. De ce point de vue, il y a un «avant» et un «après» été 2022.

R. Havanais, 22 septembre 2022

suite de la page 1

## Grèves dans les raffineries...

dynamique de solidarité, d'extension et d'unité qui a toujours fait trembler la bourgeoisie à travers l'histoire. En clair, tout le contraire de ce que font les syndicats.

Aujourd'hui, il est encore très difficile pour les exploités de mener eux-mêmes leur lutte; cela leur paraît même impossible tant est présente l'idée assénée en permanence qu'il faut confier la direction de ces luttes aux «spécialistes» syndicaux. Mais l'histoire ouvrière prouve le contraire! C'est lorsque la direction de la lutte a

été prise en main par les assemblées générales, décidant collectivement de la conduite du combat, nommant des comités de grève élus et révocables, responsables devant les assemblées, et non devant les différentes centrales syndicales qui n'hésitent jamais à étaler leurs divisions pour démoraliser les travailleurs, que ces derniers ont été les plus forts et ont pu faire reculer leurs exploités.

CCI, 13 octobre 2022

### Petit rappel...

Macron et derrière lui toute la bourgeoisie française, comme les syndicats, aimeraient nous faire croire que l'État est l'instrument de «l'intérêt commun», un organisme au-dessus des classes et de leurs petits intérêts particuliers. Mais en réalité, «l'État moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'État des capitalistes, le capitaliste collectif idéal. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble» (Engels, *Anti-Dühring*, 1878). C'est bien l'État capitaliste, qu'il soit patron ou non, qui a contribué à la dégradation de nos salaires et de nos conditions de vie, renforcé l'exploitation des ouvriers depuis des décennies.

# LES PROLÉTAIRES SE BATTENT POUR LEUR PROPRES INTÉRÊTS DE CLASSE

Dès la fin de la «semaine de deuil» de la reine, avec ses hymnes glorifiant l'unité nationale, plus de 500 dockers de Liverpool se sont mis en grève, suivis immédiatement par les dockers de Felixstowe qui avaient déjà fait grève dans les semaines précédant la mort de la reine. Les grèves prévues dans les chemins de fer, reportées par les syndicats «par respect pour la reine», sont maintenues et seront accompagnées d'autres grèves dans les postes, les bus et le métro. D'autres conflits, impliquant des éboueurs, des ouvriers du bâtiment, des magasiniers d'Amazon et d'autres encore, se poursuivent. Les travailleurs de l'éducation et d'autres secteurs ont également soumis la grève au vote. «L'été de la colère» semble se transformer en un automne chaud et peut-être en un autre «hiver du mécontentement», alors que les prolétaires sont confrontés à la hausse des prix et à des augmentations de salaire minuscules.

Entre-temps, la presse de gauche a dénoncé le «mini-budget» du gouvernement Truss, qui a ostensiblement supprimé le plafond des primes accordées aux banquiers et offert des réductions d'impôts qui profiteront clairement aux très riches, comme une déclaration de guerre de la part du gouvernement Truss. Et c'est bien sûr exact : la classe dirigeante est constamment en guerre contre ceux qu'elle exploite et, surtout en temps de crise, elle est obligée d'abaisser le niveau de vie des exploités, qu'elle le fasse grossièrement et ouvertement ou de manière plus subtile, étape par étape. La lutte des classes n'est pas une déformation idéologique, un choix adopté par nos gouvernants : elle est la réalité fondamentale de ce système social, qui ne peut vivre et «pousser» que dans le sol de l'exploitation du travail de la majorité.

Mais ce que les grèves de cet été et de cet automne ont montré, c'est que la classe exploitée fait les premiers pas vers la lutte sur son propre terrain de classe et pour ses propres intérêts.

## Signification du retour de la lutte de classe au Royaume-Uni

Nous avons écrit dans notre récent tract sur la signification internationale des luttes en Grande-Bretagne qu'elles sont un signe que la classe ouvrière n'a pas disparu, qu'elle n'a pas été engloutie par la désintégration accélérée du système capitaliste. Elles sont une sorte d'appel à la classe ouvrière mondiale pour qu'elle réponde aux attaques contre ses conditions de travail et d'existence en reprenant le chemin de la lutte.

Le système capitaliste a d'abord pris racine en Grande-Bretagne, et pendant la période d'ascendance du capitalisme au XIX<sup>e</sup> siècle, la classe ouvrière britannique a été, à certains moments, à l'avant-garde du mouvement ouvrier international. C'est en Grande-Bretagne que les travailleurs ont d'abord formé des syndicats pour se défendre contre une exploitation brutale, et plus tard un parti politique, les Chartistes, qui cherchait à mettre en avant les intérêts indépendants de la classe au parlement et dans la société dans son ensemble.

Les syndicats et les partis créés par les travailleurs sont depuis longtemps devenus des rouages du système capitaliste, mais l'esprit combatif de la classe ouvrière n'est pas mort avec eux, qu'il s'agisse de «Glasgow la rouge» en 1919, de la grève générale de 1926 ou, à la fin des années 1960 et dans les années 1970, des vagues de lutte qui ont marqué le retour du prolétariat après la longue contre-révolution qui s'est battue sur la classe ouvrière internationale à partir de la fin des années 1920.

C'est pour contrer la combativité de la classe ouvrière en Grande-Bretagne

que la bourgeoisie, dirigée par le gouvernement Thatcher mais avec le soutien total de la classe dominante mondiale, a lancé une contre-offensive majeure. Celle-ci a pris sa forme la plus évidente dans la défaite de la grève des mineurs, qui a duré un an et a ouvert la porte non seulement à la fermeture des mines, mais aussi au démantèlement de secteurs entiers de l'industrie britannique. Mais les dockers ont eux aussi subi d'importantes défaites en 1989 et à nouveau en 1995-98.

Le processus de désindustrialisation avait ses motivations économiques (en particulier la recherche de taux de profit plus élevés dans les économies émergentes), mais ce n'est pas un hasard s'il a également dispersé certains des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière, non seulement les mineurs, mais aussi les travailleurs des chantiers navals, des aciéries et des usines automobiles, des docks et ainsi de suite, tandis que les nouvelles mesures de privatisation ont également fait en sorte que des secteurs importants comme les cheminots ne soient plus confrontés au seul patron étatique, mais à plusieurs, et puissent donc être plus facilement divisés.

Tout cela s'est accompagné d'une nouvelle offensive idéologique, basée sur le thème de la fin de la lutte des classes, de la lutte des classes reléguée aux livres d'histoire. Avec l'effondrement du bloc de l'Est en 1989-91, cette campagne a pris de l'ampleur dans le monde entier, insistant encore plus fortement sur le fait que la classe ouvrière était morte et que toute idée qu'elle pourrait changer le système actuel ne pouvait aboutir qu'à un échec. La «mort du communisme»,<sup>(1)</sup> nous disait-on, signifiait la fin de tout espoir d'une alternative au capitalisme.

L'effondrement du bloc de l'Est a marqué l'entrée du capitalisme dans une nouvelle et dernière phase de sa décadence, marquée par une fragmentation et un chaos croissants à tous les niveaux. Une fois encore, ce processus a frappé la classe ouvrière britannique avec une sévérité particulière, accentuant l'atomisation sociale, alimentant la montée des violences urbaines, nourrissant les divisions entre les différents groupes ethniques, mettant en avant de nouvelles «identités» pour remplacer l'identité de classe et donc la solidarité de classe. Au cours de la dernière décennie, toutes ces divisions ont été exacerbées par la campagne autour du Brexit et par l'intensification des «guerres culturelles» alimentées par les ailes gauche et droite de la bourgeoisie.

La classe ouvrière britannique a donc eu particulièrement du mal à se remettre des revers des années 1980 et 1990. Mais aujourd'hui, malgré ce long recul, malgré toutes les divisions, la classe ouvrière relève la tête, et dans bien des cas, ce sont les secteurs «traditionnellement» combattifs, ceux qui ont une longue histoire de luttes passées (chemins de fer, docks, bus, poste) qui donnent l'exemple et peuvent être suivis par d'autres secteurs, plus nombreux mais n'ayant pas toujours la même expérience de lutte : éducation, santé, distribution, etc. La crise économique, et surtout la flambée de l'inflation, pose la nécessité objective pour tous les travailleurs de lutter ensemble, et ce faisant, de retrouver le sentiment d'appartenir à une classe avec ses propres intérêts indépendants et, en définitive, avec sa propre alternative pour l'avenir de la société. Bien que ces luttes ne s'opposent pas directement à la poussée capitaliste vers la guerre ou ne dénoncent pas ouvertement les appels au sacrifice au nom du conflit entre l'OTAN et l'impérialisme russe, le fait même qu'elles aient lieu

1) Cette campagne reposait sur un mensonge : l'identification du communisme au capitalisme d'État stalinien.

face à de tels appels est la preuve que la classe ouvrière, surtout dans les pays centraux du système, n'est pas prête à se sacrifier sur l'autel de la guerre capitaliste.

## Grèves syndicales et luttes «sauvages»

La plupart des grèves dans les secteurs clés ont été bien contrôlées par les syndicats, qui ont rempli leur rôle pour le capitalisme en maintenant les grèves isolées les unes des autres (tout comme ils l'ont fait avec les mineurs et d'autres secteurs dans les années 1980), en les répartissant sur différents jours, même parmi les travailleurs de différentes parties du système de transport (rail, métro, bus...), et souvent limitées à un ou deux jours de grève avec un préavis donné longtemps à l'avance.

Mais un signe de la combativité sous-jacente des travailleurs est le rôle prépondérant joué par les dirigeants syndicaux de gauche. Mick Lynch, du RMT (le principal syndicat ferroviaire), a été le plus en vue, et il a été largement loué pour sa capacité à répondre à des questions hostiles lors d'interviews dans les médias. Par exemple, il a répondu à l'accusation des médias selon laquelle les grèves ferroviaires étaient menées au nom d'un secteur privilégié, en insistant sur le fait que ses membres se battaient parce que tous les travailleurs étaient attaqués et devaient lutter ensemble. La secrétaire générale du syndicat Unite, Sharon Graham, s'est distancée de l'attitude mièvre des travaillistes à l'égard des grèves et a pris le contrepied de ses propres bureaucrates en créant des «comités combinés» réunissant des représentants syndicaux de différents secteurs (déchets, entrepôts, hôtellerie, etc.). Nous ne devrions pas être surpris si, alors que les luttes se poursuivent en automne et en hiver, nous entendons davantage d'appels à l'unité de la classe ouvrière et davantage d'actions communes, de manifestations, etc. Les groupes gauchistes, comme le Socialist Workers' Party (SWP), présentent frauduleusement cela comme la preuve que la base peut forcer les dirigeants à se battre s'ils exercent une pression suffisante sur eux, mais pour les communistes qui comprennent que les syndicats sont devenus des organes d'État, la radicalisation des syndicats obéit à la nécessité de s'adapter au mouvement de la classe afin d'en garder le contrôle.

L'esprit combatif des travailleurs s'est également exprimé par des actions non officielles, voire des grèves sauvages, dans différents secteurs. Dans leur article : «Wildcat Strikes in the UK : Getting Ready for a Hot Autumn», la Tendance communiste internationaliste (TCI) en a dressé une liste (non exhaustive) : «10 mai : une centaine d'éboueurs de Welwyn Hatfield ont débrayé pour protester contre un directeur accusé de sexisme, de racisme et d'intimidation. 11 mai : quelque 300 ouvriers du bâtiment d'une raffinerie de Hull se sont mis en grève parce que le paiement des salaires était retardé ou incomplet. 17 mai : plus d'un millier d'ouvriers de l'industrie pétrolière offshore de la mer du Nord ont débrayé sur 19 plates-formes pour exiger que leurs salaires correspondent à l'inflation. 27 juillet : une centaine d'ouvriers d'une usine alimentaire de Bury ont débrayé parce qu'ils n'avaient pas droit à des pauses correctes au travail. 3 août : des centaines de travailleurs d'Amazon sur divers sites à Tilbury, Rugeley, Coventry, Bristol, Dartford et Coalville ont organisé des débrayages et des ralentissements en réponse à une «augmentation» de salaire de seulement 35 pence de plus par heure. 10 août : des centaines de travailleurs contractuels, y compris des

échafaudiers et des ouvriers d'entretien, dans des raffineries, des usines chimiques et d'autres installations à Teesside, Grangemouth, Pembroke, Fife, Fawley et Drax, ont débrayé dans une lutte pour les salaires, faisant le piquet devant les automobilistes entrant et sortant des installations».

La TCI a donné suite à cet article en publiant l'appel du comité de grève des travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière offshore, qui explique pourquoi ils lancent une «lutte sauvage» sans attendre un scrutin syndical : «Nos syndicats disent qu'ils n'ont pas actuellement les effectifs nécessaires pour voter la grève. Nous disons que c'est de la foutaise car toute la Mer du Nord est absolument furieuse du traitement qui nous est réservé».

Les grèves sauvages dont on parle et qui sont prévues sont le résultat d'années d'inaction de la part des syndicats et de nos employeurs et nous ont donné l'impression que nous ne pouvons obtenir des résultats qu'en prenant les choses en main.

Nous sommes passés par toutes les étapes de la procédure de règlement des griefs. Nous avons utilisé les canaux appropriés, mais nous avons l'impression qu'on nous mène en bateau.

L'ensemble du Royaume-Uni est en colère contre le coût de la vie. Nous ne sommes pas différents».

Cette grève a été dénoncée par le RMT, Unite et le GMB qui ont déclaré dans une lettre commune : «Notre préoccupation est qu'une action non officielle risque de tout compromettre. Certains exploitants de l'ancienne infrastructure utiliseront l'agitation industrielle pour justifier un déclasserement anticipé et tout ce que nous obtiendrons, c'est davantage de licenciements. D'autres verront une main-d'œuvre divisée et l'exploiteront».

Les actions chez Amazon sont également intéressantes, car la majorité des travailleurs ont fait grève sans faire partie d'un syndicat. Le groupe «ouvriériste» Notes from Below a publié des comptes rendus de certains des travailleurs impliqués dans les grèves, celui-ci provenant du «Fulfilment Centre» d'Amazon à Coventry : «Nous avons travaillé pendant toute la pandémie de Covid, y compris pendant les confinements. Nous attendons des informations sur cette augmentation de salaire depuis le mois d'avril, chacun s'attendant à recevoir au moins 2£ de plus par heure. Cependant, la direction a annoncé mercredi que nous n'aurions qu'une augmentation de 50 pence par heure».

Nous n'avons prévu de nous mettre en grève que deux heures avant que cela ne se produise. Nous avons vu les grèves des centres de distribution de Tilbury et de Rugeley sur TikTok pendant notre pause, et cela nous a donné envie de faire grève. Nous avons regardé ces vidéos à 11 heures et avons commencé à diffuser l'idée d'un débrayage par le bouche à oreille dans l'entrepôt. À 13 heures, plus de 300 personnes avaient débrayé et cessé de travailler. Au début, nous n'avons reçu aucune aide des syndicats pour les grèves. Nous avons tout organisé nous-mêmes. Cependant, après notre débrayage, le GMB a pris contact avec nous pour adhérer au syndicat et nous donner des conseils».

Ce récit met en lumière un certain nombre de questions : un élément de la montée actuelle de la colère de classe est le fait que de nombreux secteurs (santé, recyclage, transport, distribution, etc.) à qui l'on a dit pendant la pandémie que leur travail était essentiel et qu'ils étaient des héros, sont maintenant récompensés par des augmentations de salaire insultantes. Elle montre également la capacité des travailleurs à mener des actions de grève sans aucune «assistance» syndicale, comme le décrit plus en détail un compte-rendu de la première vague de lutte sauvage chez Amazon.

Mais cela montre aussi que les syndicats, dans l'intérêt de la classe dominante, sont toujours prêts à intervenir et à «organiser» les travailleurs. S'il ne s'agit pas d'un syndicat officiel comme le GMB (qui se qualifie lui-même de «syndicat pour tous les travailleurs»), comme c'est le cas ici, il existe un certain nombre d'organisations «de base», semi-syndicalistes, comme les United Voices of the World et l'IWGB (The Independent Workers' Union of Great Britain), qui se sont spécialisées dans le recrutement des secteurs les plus précaires, jusqu'ici ignorés par les principales instances syndicales. Sans oublier que le niveau le plus bas des syndicats officiels, les délégués syndicaux ou les organisateurs locaux, peuvent également mettre en place des comités de grève et des coordinations pseudo-indépendantes qui ne sont pas de véritables expressions des réunions de masse des grévistes et qui cherchent à agir comme le dernier rempart des syndicats.

Les syndicats, et l'idéologie de base du syndicalisme, ont une très longue histoire en Grande-Bretagne et il faudra beaucoup de temps et de nombreuses confrontations avec le sabotage syndical avant que les travailleurs ne soient capables de développer des formes d'organisation autonomes à grande échelle, en particulier des assemblées générales souveraines où les travailleurs peuvent débattre et prendre leurs décisions sur la manière d'étendre et d'unir leurs luttes. Il est également probable que les nouvelles mesures «anti-syndicales» annoncées par le gouvernement Truss contribueront à renforcer l'idée que les syndicats appartiennent réellement aux travailleurs et qu'ils doivent être défendus, même si les syndicats sont devenus très habiles pour contrôler et normaliser la législation anti-grève précédente (bulletins de vote, enfermement sur les piquets de grève corporatistes, etc.)

Néanmoins, nous pouvons voir dans certains de ces exemples récents que l'authentique tradition de classe consistant à décider des actions lors des assemblées générales, à organiser des piquets de grève de masse et à appeler directement d'autres lieux de travail à se joindre à la lutte, n'a nullement disparu de la mémoire collective de la classe ouvrière en Grande-Bretagne et existe toujours sous une forme embryonnaire. La vague actuelle de grèves est une préparation essentielle pour que les luttes de l'avenir atteignent les niveaux d'auto-organisation indispensables qui permettront aux travailleurs d'unifier leurs luttes.

Amos, 3 octobre 2022

## À lire sur le site web du CCI

Lisez et diffusez le tract international du CCI sur la signification des luttes en Grande-Bretagne

«L'été de la colère» au Royaume-Uni :

La bourgeoisie impose de nouveaux sacrifices,

la classe ouvrière répond par la lutte

[fr.internationalism.org](http://fr.internationalism.org)

# L'ÉCONOMIE MONDIALE DANS LE TOURBILLON DE LA DÉCOMPOSITION DU CAPITALISME

Le capitalisme est de plus en plus étranglé par un ensemble de contradictions qui interagissent en se renforçant mutuellement, menaçant la société de convulsions d'une fréquence et d'une ampleur inconnues jusque-là. Face à ces calamités, la bourgeoisie a toujours comme préoccupation majeure d'écarter, en la discréditant, toute explication mettant en cause la responsabilité du système. Son but est de masquer aux yeux de la classe ouvrière, la cause des guerres, du désordre mondial, du changement climatique, des pandémies, de la crise économique mondiale...

## Surproduction et baisse tendancielle du taux de profit

La **surproduction** est identifiée par Marx comme l'origine des crises cycliques du capitalisme au XIX<sup>e</sup> siècle.<sup>(1)</sup> Déjà, le *Manifeste du Parti communiste* de 1848 signale une «*épidémie sociale éclate, qui, à toute autre époque, eût semblé absurde : l'épidémie de la surproduction*». Mais, dans la phase ascendante du capitalisme, cette contradiction constituait un facteur d'expansion du capitalisme à travers la recherche de débouchés pour écouler la production des puissances industrielles.

Par contre, dans sa phase de décadence, la surproduction est à l'origine de l'impasse économique marquée par la dépression mondiale des années 1930, la succession de récessions de plus en plus profondes depuis la fin des années 1960, mais aussi par le développement vertigineux du militarisme du fait que «*la seule voie qui reste ouverte à la bourgeoisie pour tenter de desserrer l'étouffement de cette impasse est celle d'une fuite en avant avec d'autres moyens [...] qui ne peuvent être que militaires*». <sup>(2)</sup> Illustrations tragiques de cette impasse : deux guerres mondiales et, depuis la Première, une succession quasi-ininterrompue de guerres locales entre États.

La cause de la surproduction a très tôt été mise en évidence par Marx dans le *Manifeste*. Poussée par la concurrence à s'élargir toujours plus sous peine de mort, la production tend en permanence à être trop importante, non par rapport aux besoins réels des hommes mais par rapport au salaire des prolétaires et au revenu des capitalistes. «*Jamais ni les ouvriers ni les capitalistes réunis ne pourront à eux seuls absorber toutes les marchandises produites. Et pour cause, puisqu'une partie du produit du travail de l'ouvrier, celle qui n'est ni reversée sous forme de salaires ni consommée par les capitalistes, mais qui est destinée à être réinvestie, c'est-à-dire transformée en nouveau capital, ne peut trouver d'acheteurs dans la sphère capitaliste*». <sup>(3)</sup> Il n'existe donc pas de solution à la surproduction au sein du capitalisme. Par essence, celle-ci ne peut être éliminée que par l'abolition du salariat dont la condition est l'établissement d'une société sans exploitation.

Des questionnements et incompréhensions sur cette question se sont exprimés dans les réunions publiques et permanences du CCI. Pour l'une d'entre elles, la surproduction pourrait être amoindrie, voire éliminée sous l'influence de contradictions «*inverses*» conduisant à la pénurie de certaines marchandises. En réalité, si une pénurie affecte certains secteurs de la production mondiale, du fait, par exemple, des carences dans les chaînes d'approvisionnement, les autres

secteurs continueront d'être affectés par la surproduction.

Si les rouages de l'économie mondiale ne se sont pas grippés durablement face à la tendance permanente et croissante à la surproduction, c'est parce que la bourgeoisie a eu massivement recours à l'endettement non remboursé pour créer une demande, conduisant à l'accumulation d'une dette mondiale colossale, constituant ainsi une épée de Damoclès suspendue au-dessus de l'économie mondiale.

La **baisse tendancielle du taux de profit**, également mise en évidence par Marx, se présente comme une entrave supplémentaire à l'accumulation. En effet, face à l'exacerbation de la concurrence et en vue de maintenir en vie leurs entreprises, les capitalistes sont contraints de produire moins cher. À cette fin, ils doivent augmenter la productivité en faisant intervenir toujours plus de machines dans le processus de production (élévation de la composition organique du capital). Il en résulte que chaque marchandise ainsi produite contient proportionnellement toujours moins de travail vivant (cette partie du travail de l'ouvrier non payée par le capitaliste), et donc moins de plus-value. Néanmoins, les effets de la baisse du taux de profit peuvent être compensés par différents facteurs dont l'augmentation du volume de la production, mais cela ne fait qu'accroître la surproduction. <sup>(4)</sup> Si la baisse tendancielle du taux de profit ne s'est pas présentée emblée dans la vie du capitalisme comme un frein absolu à l'accumulation, c'est parce qu'il existait dans la société des débouchés, d'abord réels et ensuite basés sur l'accroissement de la dette mondiale, permettant qu'elle soit compensée. Dans le contexte d'une surproduction chronique liée à la décadence du système capitaliste, de tendancielle, cette baisse du taux de profit devient de plus en plus effective.

## L'envol des dépenses improductives générées par le capitalisme d'État

Avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale, le capitalisme est entré dans une nouvelle période de sa vie, sa décadence, où l'exacerbation de ses contradictions impose la mise en place du capitalisme d'État chargé de maintenir la cohésion de la société face à celles-ci, notamment :

- la guerre ou sa menace omniprésentes impliquant le développement du militarisme et des dépenses militaires ;
- la lutte de classe, mais aussi le développement de la délinquance et du banditisme, qui requièrent la mise en place de différents corps répressifs de police, de justice...

Ce type de dépenses du capitalisme d'État étant totalement improductives, loin de contribuer à l'accumulation, elles constituent au contraire une stérilisation de capital. Ici aussi, des incompréhensions se sont manifestées. La production et la vente d'armements ont été vues comme participant à l'accumulation, conférant ainsi une certaine rationalité économique à la guerre. En fait, l'argument utilisé à l'appui de cette thèse, «*la vente d'une telle marchandise implique la réalisation de plus-value*», n'en est pas un pour le marxisme. Pour s'en convaincre il suffit de revenir à Marx : «*Une grande partie du produit annuel est consommé comme revenu et ne retourne plus à la production comme moyen de production [...] il s'agit de produits (valeur d'usage) [...] qui sont destinés uniquement à la consommation improductive et qui dans leur réalité, en tant qu'articles, n'ont pas de valeur d'usage pour le processus de*

*la reproduction du capital*». <sup>(5)</sup> Dans cette dernière catégorie entrent tout autant les produits de luxe destinés à la bourgeoisie que les armes, ne retournant évidemment pas à la production comme moyen de production. Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, les dépenses improductives n'ont fait que croître, les dépenses militaires en particulier.

## L'inflation

L'inflation ne doit pas être confondue avec un autre phénomène de la vie du capitalisme se traduisant par l'évolution à la hausse du prix de certaines marchandises sous l'effet d'une offre insuffisante. Ce dernier phénomène a pris récemment une ampleur particulière du fait de la guerre en Ukraine qui a affecté la fourniture d'un volume significatif de différents produits agricoles dont la privation est d'ores et déjà un facteur d'aggravation de la misère et la faim dans le monde.

L'inflation ne fait pas partie des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, comme c'est le cas pour la surproduction, par exemple. Néanmoins, elle est une donnée permanente de la période de décadence du capitalisme qui impacte lourdement l'économie. Elle se traduit, comme l'insuffisance de l'offre, par l'augmentation des prix, mais elle est la conséquence du poids des dépenses improductives dans la société, dont le coût est répercuté sur celui des marchandises produites. En effet, «*dans le prix de chaque marchandise, à côté du profit et des coûts de la force de travail et du capital constant consommés dans sa production interviennent, de façon de plus en plus massive, tous les frais indispensables à sa vente sur un marché chaque jour plus encombré (depuis la rétribution des personnels des services de marketing jusqu'aux impôts destinés à payer la police, les fonctionnaires et les armes du pays producteur). Dans la valeur de chaque objet, la part revenant au travail nécessaire à sa production devient chaque jour plus faible par rapport à la part revenant au travail humain imposé par les nécessités de la survie du système. La tendance du poids de ces dépenses improductives à annihiler les gains de productivité du travail se traduit par le constant dérapage vers le haut du prix des marchandises*». <sup>(6)</sup>

Enfin un autre facteur d'inflation est la conséquence de la dévalorisation des monnaies résultant de l'utilisation de la planche à billets qui accompagne l'augmentation incontrôlée de la dette mondiale, laquelle approche actuellement les 260% du PIB mondial.

## La crise écologique

Si la bourgeoisie se jette avidement sur les ressources naturelles en les incorporant aux forces productives, c'est parce qu'elles présentent cette particularité d'être «*gratuites*» pour le capitalisme. Mais aussi polluant, meurtrier et exploiteur qu'ait été le capitalisme lors de sa phase ascendante, alors qu'il conquerrait le monde, ce n'est rien comparé à la spirale infernale de destruction de la nature qui est à l'œuvre depuis la Première Guerre mondiale, comme conséquence d'une concurrence économique et militaire féroce. La destruction de l'environnement a ainsi atteint de nouveaux seuils, les entreprises capitalistes, qu'elles soient privées ou publiques, ayant accru comme jamais la pollution de l'environnement et le pillage des ressources de la planète. De plus, les guerres et le militarisme ont apporté leur contribution à la pollution et aux destructions du milieu naturel. <sup>(7)</sup>

5) Marx, *Matériaux pour l'économie*, «*Travail productif et travail improductif*». 6) «*Surproduction et inflation*», *Révolution internationale* (nouvelle série) n°6 (1973). 7) Cf. «*Écologie : c'est le capitalisme qui pollue la Terre*», *Revue internationale* n°63 ; «*Le monde à la veille d'une*

Au cours de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle s'est imposée clairement une nouvelle dimension au désastre que le capitalisme réserve à l'humanité à travers le changement climatique, mettant en péril l'existence même de l'humanité. Ses causes sont économiques et, en retour, ses conséquences le sont aussi. En effet, le réchauffement climatique a de plus en plus d'impact sur la vie des hommes et sur l'économie : incendies gigantesques, inondations, canicules, sécheresses, violents phénomènes météorologiques... affectent de façon de plus en plus significative, non plus seulement la production agricole, mais aussi la production industrielle, l'habitat et, de fait, pénalisent de plus en plus lourdement l'économie capitaliste.

Un tel péril ne pourra être écarté qu'avec le renversement du capitalisme. Mais il existe l'idée selon laquelle la bourgeoisie pourrait éviter le désastre climatique grâce à la mise au point de nouvelles technologies «*propres*». Il ne fait aucun doute que la bourgeoisie est encore capable de faire des avancées considérables, voire décisives dans ce domaine. Par contre, ce dont elle est incapable, c'est de s'unifier mondialement pour rendre opérationnelles de telles avancées technologiques et les mettre en œuvre.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que s'exprime une telle illusion vis-à-vis de la bourgeoisie. Elle s'apparente d'une certaine manière à la thèse du «*super impérialisme*» développée par Kautsky à la veille de la Première Guerre mondiale et destinée à «*démontrer*» que les grandes puissances pouvaient se mettre d'accord afin d'établir une domination en commun et pacifique sur le monde. Une telle conception était évidemment un des fers de lance des mensonges pacifistes, voulant faire croire aux ouvriers qu'il était possible de mettre fin aux guerres sans avoir besoin de détruire le capitalisme. Cette vision édulcorée de la concurrence à mort qui existe entre les puissances capitalistes. Elle semble ignorer que le plus haut niveau d'unification des différentes fractions de la bourgeoisie est celui de la nation, les rendant tout à fait incapables de mettre en place une véritable autorité politique et une organisation de la société réellement supranationales.

La réalité est tout à fait à l'opposé de l'illusion d'une bourgeoisie capable d'éviter le désastre climatique. Ce qui s'impose c'est bien la persistance, voire l'aggravation de la plus totale irrationalité et la plus grande irresponsabilité face au changement climatique, lesquelles s'expriment aussi bien à travers l'ouverture de nouveaux conflits impérialistes, comme la guerre en Ukraine, (catastrophiques pour les hommes mais aussi pour la planète) qu'à travers d'autres aberrations plus mineures mais hautement significatives, telle la gestion du Bitcoin dont la consommation énergétique annuelle est équivalente à celle de la Suisse.

## Les conséquences de l'entrée du capitalisme dans la phase ultime de sa décadence

La décomposition correspond à la période ultime de la vie du capitalisme, initiée par un blocage entre les deux classes antagoniques, aucune d'entre elles n'étant en mesure d'apporter sa solution propre à la crise historique du capitalisme. L'approfondissement de la crise économique détermine alors un phénomène de pourrissement sur pied de la société. Celui-ci affecte toute la vie sociale notamment à travers le développement du chacun pour soi dans l'ensemble des relations sociales

catastrophe environnementale (I)», *Revue internationale* n°135 ; «*Le monde à la veille d'une catastrophe environnementale (II) : Qui est responsable ?*», *Revue internationale* n°139.

en particulier au sein de la bourgeoisie. Cela avait été magistralement illustré durant l'épidémie de Covid, notamment à travers :

- l'incapacité de coordonner et de centraliser la recherche d'un vaccin et de mettre en place une politique de production, de diffusion et de vaccination planifiée et réfléchie pour l'ensemble de la planète ;
- le comportement de gangster de certains pays volant le matériel médical destiné à d'autres pays, parfois sur le tarmac des aéroports.

Ainsi, alors que la toile de fond de la décomposition est la crise économique, il s'avère que, en retour, cette dernière se trouve désormais affectée de façon croissante, depuis le début des années 2020, par des manifestations plus sévères de la décomposition. Ainsi le cours de la crise économique est aggravé notamment par le développement du *chacun pour soi*, dans tous les domaines, en particulier les relations internationales entre les grandes puissances. Une telle situation ne manquera pas d'handicaper lourdement la mise en place de politiques économiques concertées face à la prochaine récession.

En effet, la situation est beaucoup plus alarmante qu'il y a deux ans. La conjonction d'un ensemble de facteurs atteste plutôt d'un risque élevé de perturbations considérables dans la sphère économique et, par voie de conséquence, bien au-delà :

- Toutes les contradictions du capitalisme sur le plan économique évoquées dans cet article (réduction de marchés solvables, course effrénée à la productivité, intensification de la guerre commerciale...) sont exacerbées.
- Le capitalisme se trouve face à la quasi-certitude de devoir assumer de nouvelles dépenses considérables : partout dans le monde, en particulier en Europe de l'Ouest, l'accélération du militarisme génère une forte hausse des dépenses improductives. De même, sur un autre plan, l'infrastructure vieillissante souffre d'avoir été oubliée des budgets des États, depuis des décennies, ce qui fragilise en retour la société avec la menace des dépenses énormes non provisionnées face à des problèmes pourtant prévisibles.

– Il existe des détonateurs potentiels à un cataclysme économique comme la crise de l'immobilier en Chine, (à l'origine d'une croissance nulle dans ce pays au deuxième trimestre 2022) où des faillites comme celle d'Evergrande pourraient n'être pas circonscrites à ce pays mais avoir de lourdes répercussions internationales, tant est fragilisée l'économie mondiale. L'envolée de l'inflation, en plus d'affecter lourdement la vie des exploités, constitue un frein au commerce international déjà mis à mal par les tensions impérialistes. Si bien que, face à la perspective qui paraît inéluctable d'un relèvement des taux d'intérêt dans un certain nombre de pays industrialisés, la récession paraît inévitable. Une menace dont la bourgeoisie semble ne pas oser évoquer la gravité tant elle se situe dans le contexte d'une situation économique fortement dégradée et que fait rage le chacun pour soi et même, dans certains cas, l'hostilité ouverte entre les principales puissances.

Aujourd'hui, après plus d'un siècle de décadence capitaliste, nous pouvons constater combien les paroles de l'Internationale communiste étaient visionnaires quant à la «*désintégration interne*» du capitalisme mondial qui ne disparaîtra pas de lui-même mais entraînera l'humanité dans la barbarie, si le prolétariat n'y met pas fin. Il est à nouveau l'heure pour le prolétariat de réagir en tant que classe face à l'apocalypse que nous réserve le capitalisme. Il est encore temps pour cela.

1) Cf. «*Décadence du capitalisme (V) : les contradictions mortelles de la société bourgeoise*» *Revue internationale* n°139. 2) «*Décadence du capitalisme guerre, militarisme et blocs impérialistes (2e partie)*», *Revue internationale* n°53. 3) «*Crise économique : la surproduction, maladie congénitale du capitalisme*», *Révolution internationale* n°331 (2003).

## L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN, ACTEUR MAJEUR DU CHAOS CAPITALISTE

Alors que les troupes russes se ruaient sur l'Ukraine, le président Biden, dans son allocution du 24 février, affirmait que «*Poutine a commis une attaque contre les principes mêmes qui protègent la paix mondiale*». Le monde serait ainsi confronté à la fatalité d'une nouvelle tragédie guerrière due à la folie d'un seul homme. Cette propagande, présentant l'Ukraine et les «occidentaux» comme des victimes n'œuvrant que pour la «paix» face à la barbarie du seul ogre de Russie, est un mensonge.

En réalité, ce conflit meurtrier est un pur produit des contradictions d'un monde capitaliste en crise, d'une société pourrissant sur pied et soumise au règne du militarisme. La guerre actuelle, comme toutes les guerres dans la décadence du capitalisme, est issue d'un rapport de force impérialiste permanent, affectant tous les protagonistes, petits ou grands, qu'ils soient directement ou indirectement impliqués dans ce conflit.<sup>(1)</sup> Dans la lutte cynique au sein de ce panier de crabe planétaire, les États-Unis sont, en tant qu'unique superpuissance, aux avant-postes de la barbarie, n'hésitant pas à propager le chaos et la misère pour défendre leurs sordides intérêts et freiner l'inéluctable déclin de leur leadership.

### Maintien de l'OTAN après la chute de l'URSS, guerre du Golfe : la mise au pas des ex-alliés après la guerre froide

Après la guerre froide, parallèlement à leur volonté de garder une emprise sur leurs ex-alliés du bloc occidental, les États-Unis n'ont jamais abandonné leur stratégie d'endigement du glacieur de l'ex-URSS. Ainsi, dès le 15 février 1991, se formait le groupe de Visegrad, composé d'ex-pays de l'Est (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie), afin de promouvoir leur intégration à l'OTAN et à l'Europe. Une telle pression amenait d'ailleurs les puissances européennes à exprimer leur grand souci de ne pas «humilier la Russie». Cette tonalité laissait déjà apparaître une contestation larvée à l'égard des États-Unis.

Alors que l'effondrement du mur de Berlin annonçait symboliquement la fin de la guerre froide, une nouvelle guerre, la première guerre du Golfe, initiée par les États-Unis,<sup>(2)</sup> allait préfigurer le chaos du siècle à venir. Loin d'être une «guerre pour le pétrole», il s'agissait pour la puissance américaine, suite à la banqueroute de l'ennemi commun (l'URSS), de faire pression cette fois directement sur ses ex-alliés les plus puissants, afin de les maintenir sous le joug de son autorité en les entraînant dans cette aventure militaire barbare.

Comme le monde avait cessé d'être partagé en deux camps impérialistes disciplinés, un pays comme l'Irak crut possible de faire main basse sur un ex-allié du même bloc, le Koweït. Les États-Unis, à la tête d'une coalition de 35 pays lancèrent une offensive meurtrière censée décourager toute tentative future d'imiter les agissements de Saddam Hussein. Ainsi, l'opération «Tempête du désert», menée par une «coalition internationale» contre l'Irak, était en réalité une entreprise de l'impérialisme américain destinée à «mettre au pas» leurs anciens alliés susceptibles de contester son leadership, en s'affirmant comme l'unique «gendarme du monde». Tout cela au prix de plusieurs dizaines de milliers de morts.

Bien entendu, la victoire du

président Bush (père) promettant «paix, prospérité et démocratie» n'allait pas faire illusion très longtemps. L'apparente stabilité, gagnée au prix du fer et du sang, fut momentanée, confirmant certes les États-Unis comme «gendarme du monde», mais contenant en germe des contradictions et tensions croissantes.

### Guerres en ex-Yougoslavie : une lutte permanente contre le déclin du leadership américain

Si la guerre du Golfe avait mis momentanément sous l'étouffoir les premières tentatives d'opposition ouvertes à la politique américaine, ces dernières se sont exprimées ensuite assez rapidement, notamment avec le conflit en ex-Yougoslavie (de 1991 à 2001). Au début des années 1990, le gouvernement du chancelier Helmut Kohl, poussant et soutenant l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie afin de donner à l'Allemagne un accès à la Méditerranée, s'opposait directement à la puissance américaine, mais aussi aux intérêts de la France et du Royaume-Uni. Par ses initiatives audacieuses, l'Allemagne initiait le processus qui allait mener à l'explosion de la Yougoslavie.

Face à la contestation ouverte de leur autorité, les États-Unis ne sont pas restés les bras croisés. Dès l'été 1995, ils ont lancé une vaste contre-offensive en s'appuyant sur leur atout majeur : leur puissance militaire. Les États-Unis ont ainsi constitué leur propre force armée, l'Implementation Force (IFOR) en évinçant l'ONU et les troupes européennes, exhibant par là-même leur supériorité écrasante et leur logistique impressionnante. Cette démonstration de force, pilotée et accompagnée diplomatiquement sous l'autorité du président Clinton, allait imposer aux européens, en décembre 1995, la signature des Accords de Dayton. Là encore, le conflit causa des dizaines de milliers de victimes.

Bien entendu, ces accords, signés aux conditions imposées par les États-Unis, par la pression des armes et d'une diplomatie agressive, jouant notamment sur les divisions entre les États européens, ne cessent d'être sabotés par ces mêmes États. L'Allemagne, par exemple, n'a ensuite jamais cessé de mettre des bâtons dans les roues des États-Unis dans les Balkans, notamment en Bosnie, favorisant également des rapprochements diplomatiques qui tendaient à hérissier Washington, concrétisés notamment par les liens tissés entre les chancelleries turque et iranienne.

Même au Moyen-Orient, pourtant chasse gardée de l'Oncle Sam, les rivaux européens ont progressivement pu entraver la politique américaine. Une telle contestation gagnait aussi les plus fidèles lieutenants des États-Unis, à commencer par Israël, surtout après la prise du pouvoir de Netanyahu en 1996, alors que la Maison-Blanche misait sur le travailliste Shimon Peres. De même, l'Arabie Saoudite manifestait de plus en plus ouvertement ses réticences face aux diktats américains dans la région.

Des revers successifs pour l'Oncle Sam intervenaient ainsi seulement quelques mois après sa contre-offensive réussie en ex-Yougoslavie. Sur toutes les zones stratégiques de la planète, les intérêts américains étaient de plus en plus contrariés.

### Afghanistan, Irak : la fuite en avant des États-Unis vers le chaos

À l'aube du nouveau siècle, ce que nous affirmons au milieu des années 1990 s'est largement confirmé. Les États-Unis allaient même être frappés

sur leur propre sol lors des attentats meurtriers du 11 septembre 2001 à New-York. L'effroyable et symbolique effondrement des tours jumelles marquait une nouvelle dimension dans le développement de l'horreur et du chaos capitaliste.

Mais ces attentats ont également représenté pour les États-Unis une formidable occasion de défendre leurs intérêts impérialistes dans une fuite en avant guerrière. Là encore, la politique américaine allait s'engager de plus belle dans de vastes représailles et opérations militaires meurtrières pour tenter de maintenir son autorité, au nom de la «lutte contre le terrorisme». L'administration de Georges W. Bush Junior, avec ses forces armées, se lança rapidement dans des frappes aériennes, puis une opération terrestre contre Al Qaida et les talibans en Afghanistan, entreprise soutenue alors par d'ex-alliés.

Cependant, très rapidement, la nouvelle croisade envisagée par Washington, en Irak, contre «l'axe du mal», allait faire l'objet de critiques virulentes et croissantes. En 2003, favorisant la propagation de fausses informations sur les «armes de destruction massive» de Saddam Hussein, pour stimuler le soutien de sa population et celui de ses anciens partenaires, les États-Unis se retrouvaient de plus en plus isolés dans leur nouvelle entreprise guerrière.<sup>(3)</sup> La France, cette fois, défiait ouvertement les États-Unis, usant même de son droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU.

Censée éliminer le terrorisme et endiguer le déclin du leadership américain, cette nouvelle démonstration de force ouvrait cependant davantage la boîte de Pandore et les attentats qui allaient suivre partout dans le monde ne pouvaient que souligner l'irrationalité de ces entreprises militaires, qui en réalité alimentaient cette même spirale infernale, augmentant la contestation, le chaos et la barbarie.

Les États-Unis poursuivaient également leur politique déterminée vers l'Est, avec les voyages de la secrétaire d'État Condoleezza Rice en faveur du «changement» et de la «démocratie». Son travail allait porter ses fruits. En 2003, l'impérialisme américain avançait clairement ses pions dans le Caucase en soutenant la «révolution des roses» en Géorgie, ce qui allait permettre d'évincer le pro-russe Chevarnadze et le remplacer par une clique pro-américaine. La «révolution des tulipes» au Kirghizistan, en 2005, s'inscrivait également dans la même stratégie. Pièce maîtresse pour la Russie, l'Ukraine était déjà en proie à des tensions politiques aiguës. Derrière La «révolution orange» de 2004, comme celle de 2014, l'enjeu majeur n'était nullement celui d'une prétendue «lutte pour la démocratie», mais un objectif stratégique dans le jeu d'influences des grandes puissances et de l'OTAN.<sup>(4)</sup>

Mais la force militaire colossale et l'usage croissant des armes n'ont pu permettre à l'impérialisme américain d'éradiquer la contestation de leur leadership. Loin d'assurer la «paix et la prospérité», les États-Unis se sont enlisés sur tous les grands points stratégiques qu'ils cherchaient à stabiliser et à défendre à leur profit.

Le retrait américain d'Irak en 2011 accentuait encore le développement du chacun pour soi, la même année où la guerre civile en Syrie contribuait à

3) Excepté l'appui du Royaume-Uni, aucune grande puissance militaire n'a participé à ce conflit aux côtés des troupes américaines.

4) Les masses qui ont soutenu Viktor Louchtchenko ou qui se sont rangées derrière Viktor Ianoukovitch n'étaient que des pions, manipulés et baladés derrière l'une ou l'autre des fractions bourgeoises rivales pour le compte de telle ou telle orientation impérialiste.

l'explosion du chaos dans une région du monde devenue totalement incontrôlable. Le retrait d'Afghanistan en 2021 s'est également accompagné d'une inextricable situation de chaos, portant même les talibans au pouvoir. Chacune de ces opérations destinées à imposer «l'ordre» de la *Pax americana*, n'a fait que renforcer le chaos et la barbarie, obligeant les États-Unis à poursuivre leur fuite en avant guerrière.

### «Pivot stratégique» vers l'Asie, guerre en Ukraine : une nouvelle étape dans le chaos mondial

Ces échecs ne constituent pas à eux seuls les raisons du retrait des troupes américaine d'Irak et d'Afghanistan.<sup>(5)</sup> En effet, dès 2011, joignant la parole aux actes, la Secrétaire d'État Hillary Clinton annonçait l'adoption d'un «pivot stratégique vers l'Asie».

Loin d'un prétendu «désengagement» des affaires du monde, cette orientation politique du mandat de Barack Obama était reprise par Donald Trump avec le slogan «America first». Alors que, par le passé la Chine occupait une place de second plan au sein de l'arène mondiale, elle a progressivement pris la dimension d'un véritable challengeur, inquiétant et menaçant de plus en plus ouvertement une bourgeoisie américaine déterminée à conserver son statut de leader. Face à la montée en puissance de la Chine, l'objectif était clairement annoncé : «placer l'Asie au cœur de la politique américaine», ce que la fraction autour de Joe Biden a dû poursuivre et renforcer. Mais loin d'avoir «déserté» les autres grands points chauds, ce repositionnement permettait de donner un nouveau souffle à l'impérialisme américain.

L'impression de «désengagement» amenait certains rivaux des États-Unis à s'engager dans leurs propres entreprises impérialistes, là où l'oncle Sam n'était plus présent ouvertement. Beaucoup, comme la Russie, payent cette sous-estimation au prix fort ! En lançant ses troupes dans une invasion militaire ubuesque en Ukraine, la Russie envisageait de desserrer l'étau qui l'étouffait désormais davantage. Elle tombait ainsi dans un piège tendu par la bourgeoisie américaine.<sup>(6)</sup>

En réalité, le désengagement américain, correspond à une vision planétaire, à plus long terme, dictée par la volonté d'endiguer la Chine devenue une puissance impérialiste menaçant ses intérêts vitaux. De ce fait, l'offensive actuelle des États-Unis, par la pression qu'ils exercent sur les pays européens, comme à travers la contre-offensive spectaculaire de l'Ukraine permise par un soutien logistique et matériel sophistiqué, ou le maintien de la pression diplomatique sur l'Iran (à propos du programme nucléaire)

5) D'ailleurs, comme l'a démontré l'assassinat du chef d'Al Qaïda, Ayman Al-Zawahiri, le 31 juillet 2022, les États-Unis n'ont nullement renoncé à peser sur la situation de ce pays.

6) Cf. «Signification et impact de la guerre en Ukraine», *Revue internationale* n° 168 (2022).

et sur le continent africain avec les voyages de son chef de la diplomatie Antony Blinken face aux appétits de la Russie et de la Chine, restent toujours déterminés à lutter contre le déclin historique de leur leadership. En contrecarrant les «nouvelles routes de la soie» chinoises vers l'Europe par la guerre en Ukraine et en contrôlant davantage les routes maritimes du Pacifique-Sud, les États-Unis ont réussi, pour l'instant, à contraindre la Chine à n'étendre ses ambitions que par voie terrestre et dans une sphère limitée. Conscients que la Chine est loin de pouvoir encore égaler leur puissance militaire, les États-Unis mettent à profit cette faiblesse pour maintenir la pression et même se permettre des provocations comme celle du voyage très politique et symbolique de la démocrate Nancy Pelosi à Taïwan. Cet affront sans précédent, révélant la relative impuissance de la Chine, peut se reproduire à l'avenir, risquant peut-être de pousser Pékin dans des aventures militaires dangereuses, même si, jusqu'ici, la bourgeoisie chinoise évite prudemment toute confrontation directe avec les États-Unis.

### Les leçons de 30 ans de chaos mondial


De toute cette évolution liée aux agissements de l'impérialisme américain, nous pouvons tirer quelques leçons :

- loin d'être basé sur la simple raison ou même sur la simple recherche du profit économique immédiat, le mobile de l'action de l'impérialisme américain, comme celui des autres grandes puissances, est de défendre son rang dans un monde de plus en plus chaotique, participant ainsi à renforcer la foire d'empoigne, le chaos et les destructions ;
- afin d'assurer cet objectif de plus en plus irrationnel, les États-Unis n'hésitent pas à semer le chaos en Europe, comme on le voit avec le piège tendu à la Russie, les armes sophistiquées et l'aide militaire qu'ils délivrent à l'Ukraine pour entretenir la guerre en épuisant leur rival ;
- pour défendre leur rang, la seule force sur laquelle compter est bien confirmée : celle des armes. C'est ce que montre toute la trajectoire de l'Oncle Sam, devenu ces dernières décennies le fer de lance du militarisme, du chacun pour soi et du chaos guerrier. D'ores et déjà, nous vivons le plus grand chaos de l'histoire des sociétés humaines.

Dans sa phase ultime de décomposition, le capitalisme plonge ainsi le monde dans la barbarie et conduit inexorablement vers des destructions gigantesques. Cet effroyable tableau et l'horreur installée au quotidien nous montrent à quel point les enjeux et la responsabilité de la classe ouvrière mondiale sont cruciaux. Il en va bel et bien aujourd'hui de la survie de l'espèce humaine.

WH, 15 septembre 2022

**Lisez sur le web ou sur papier, les brochures du CCI**



**Nation ou classe ?**

Invoker aujourd'hui l'attitude de Marx à l'égard des guerres de l'époque de la bourgeoisie progressive et oublier les paroles de Marx : «*Les ouvriers n'ont pas de patrie*», particulièrement à l'époque de la révolution socialiste, c'est déformer cyniquement la pensée de Marx et substituer au point de vue socialiste le point de vue bourgeois.

**fr.internationalism.org**

1) Pour davantage d'explication, voir l'actualisation du texte : «Militarisme et décomposition», *Revue internationale* n° 168.

2) Cf. «Guerre du Golfe : massacres et chaos capitalistes», *Revue internationale* n° 65 (1991).

## Face à l'accélération de la barbarie capitaliste...

transformées presque exclusivement et sans scrupules en armes stratégiques, comme le gaz ou le blé, livrées à un véritable pillage et à un marchandage effréné dont l'issue reste la confrontation militaire et la souffrance humaine. Cette tragédie n'est pas le fruit du hasard. Elle est le produit de la faillite irrémédiable du mode de production capitaliste et de l'action aveugle d'une bourgeoisie sans boussole. Un mode de production miné depuis plus de cent ans par ses contradictions et limites historiques, qui s'enfoncent depuis plus de trente ans dans sa phase ultime de décomposition. Le monde plonge désormais plus rapidement encore dans un processus de fragmentation, de destructions accélérées à plus vaste échelle, dans un immense chaos. La bourgeoisie est impuissante à offrir une perspective viable, de plus en plus divisée, incapable de coopérer à un niveau minimum comme elle le faisait ne serait-ce qu'il y a une dizaine d'années lors de ses sommets mondiaux contre la crise. Elle reste sans inspiration, prisonnière de ses œillères et de sa cupidité, minée par les forces centrifuges d'un chacun pour soi grandissant. La victoire en Italie du parti d'extrême droite « post-fasciste » de Giorgia Meloni, est un exemple supplémentaire d'une tendance aggravée à la perte de contrôle sur son appareil politique par la bourgeoisie. De plus en plus, la classe dominante se trouve guidée dans sa gouvernance par des cliques plus dangereuses et irresponsables que jamais.

### La seule réponse est la lutte de classe

La bourgeoisie reste d'ailleurs déterminée à vouloir accentuer l'exploitation, à faire payer sa crise insoluble et sa guerre au prolétariat. Cependant, il va désormais falloir davantage tenir compte de la lutte de classe. Alors que l'accélération de la décomposition avec la pandémie avait été un frein au développement de la combativité qui s'était exprimée, par exemple, en France à l'hiver 2019-2020, et bien que les luttes se soient fortement réduites après l'invasion de l'Ukraine, elles n'ont jamais totalement disparu. L'hiver dernier, des grèves avaient éclaté en Espagne et aux États-Unis. Cet été même, l'Allemagne a connu aussi des débrayages. Mais surtout, face à la crise, au chômage et au retour de l'inflation, l'ampleur de la mobilisation ouvrière au Royaume-Uni constitue une véritable rupture par rapport à la situation sociale qui a précédé au Royaume-Uni et une expression de la combativité sur le plan international. Elle initie un véritable changement d'état d'esprit. Ces grèves constituent un nouvel événement de dimension historique. En effet, après presque quarante années de quasi-étouffoir en Grande-Bretagne, des grèves hautement symboliques s'y sont multipliées dès le mois de juin, mettant en mouvement de nouvelles générations ouvrières prêtes à relever la tête et à combattre pour leur dignité, servant de relais et d'encouragement pour d'autres mouvements futurs. Malgré la campagne idéologique internationale qui a accompagné les obsèques royales, les dockers de Liverpool, qui avaient été défaits dans les années 1990, ont ainsi annoncé de nouvelles mobilisations. Les syndicats prennent déjà les devants et se radicalisent, jouant leur rôle de saboteurs et de diviseurs. Même si ce mouvement connaîtra nécessairement un reflux, il est déjà une victoire par son exemplarité. Mais le chemin de la lutte internationale du prolétariat reste encore long avant que ce dernier puisse retrouver son identité de classe et défendre de façon déterminée sa propre perspective révolutionnaire. Son chemin est

semé d'embûches. Les risques de dévier de son propre terrain de classe en se diluant dans des luttes interclassistes avec la petite-bourgeoisie aux abois ou dans des luttes parcellaires, à la remorque de mouvements petit-bourgeois ou bourgeois, comme celui initié par les mouvements féministes ou antiracistes, ne sont pas sans graves dangers, notamment dans les pays de la périphérie. Ainsi, en Iran, l'immense flambée de colère contre le régime des Mollahs, suite à l'assassinat de Mahsa Amini, a été poussée sur le terrain bourgeois des revendications démocratiques, où la classe ouvrière se dilue dans le « peuple iranien » au lieu de se battre pour ses propres revendications de classe. En Russie, malgré la multiplication des manifestations aux cris de « Non à la guerre ! », et les expressions de colère des conscrits envoyés

au front sans arme ni nourriture, la situation reste confuse, l'opposition à la mobilisation militaire prenant une forme plus individuelle que collective. Preuve en négatif que seule la classe ouvrière peut offrir une perspective à tous les opprimés, et qu'en l'absence d'une réponse de classe, la bourgeoisie pourra occuper le terrain social.

Mais de façon plus globale, les conditions pour un développement des luttes internationales de classe face aux attaques à venir, notamment du fait du développement de l'inflation, du chômage et de la précarité extrême, ouvrent la possibilité de dégager les conditions nécessaires à l'affirmation de la perspective communiste, en particulier dans les pays centraux du capitalisme, là où le prolétariat est le plus expérimenté et s'est frotté aux pièges les plus sophistiqués de la bourgeoisie.

La nouvelle décennie engagée laisse pour l'instant intacte la possibilité d'une telle affirmation historique du prolétariat, même si le temps ne joue plus en sa faveur aux vues des dévastations générées par le capitalisme. Cette décennie qui a commencé à la fois avec des luttes ouvrières et l'accélération de la réalité d'une barbarie et d'un chaos

croissants, permettra très probablement à la classe ouvrière de développer plus profondément la conscience de la seule alternative historique qui demeure : révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité !

WH, 28 septembre 2022

suite de la page 8

## Les caractéristiques historiques de la lutte des classes en France (partie 4)

*combativité dans la classe ouvrière, la bourgeoisie a poussé le plus possible d'ouvriers dans un combat prématuré alors qu'ils n'avaient, dans la plupart des secteurs, pas encore la force ni la détermination pour engager massivement la lutte. Grâce à la réelle provocation que constituait le plan Juppé pour certains secteurs, les syndicats lancèrent d'abord ceux-ci dans la lutte. Forts de leur nouvelle image au sein de la classe ouvrière, ils parvinrent à entraîner derrière ces secteurs des centaines de milliers d'ouvriers de la Fonction publique, tout en gardant un contrôle étroit et total sur la lutte, du début à la fin, sans qu'ils aient eu à craindre le moindre débordement.*<sup>(6)</sup> En fait, l'essentiel des attaques du gouvernement de l'époque est passé. Non seulement le gouvernement Juppé a pu mettre en place sa réforme de la sécurité sociale, mais la classe ouvrière fragilisée face aux attaques de la bourgeoisie a dû subir par la suite de nombreux autres coups (licenciements massifs, précarisation...), sans pouvoir véritablement riposter.

Le poids de ces faiblesses se retrouvait ainsi accru huit ans plus tard, lors des grèves et manifestations de 2003. Prévoyant d'attaquer les retraites et de programmer de nouvelles suppressions de postes dans l'enseignement, afin de « dégraisser le mammoth » (dixit Claude Allègre, ancien ministre « socialiste » de l'Éducation nationale), le gouvernement et les syndicats se sont partagés le travail de manière à relayer au second plan les revendications les plus unificatrices, comme la question des retraites, pour focaliser l'attention et la colère des enseignants sur des « intérêts » purement corporatistes (la question de la décentralisation) permettant d'isoler fortement, là encore, le secteur public du reste de la classe, notamment les enseignants et d'induire, finalement, l'idée perverse que « la lutte ne paie pas ».

Si en 2006 la jeunesse reprenait le flambeau avec les méthodes de lutte du prolétariat contre le Contrat première embauche (CPE), par l'expression de la solidarité en direction des travailleurs qui se sont également mobilisés pour soutenir leurs enfants, par les assemblées générales souveraines ouvertes à tous, obligeant même le gouvernement Villepin à reculer, le mouvement ne parvenait pas à s'identifier comme expression d'une classe, à retrouver son identité de classe.<sup>(7)</sup>

6) *Idem.*

7) Voir nos « Thèses sur le mouvement des étudiants du printemps 2006 en France »,

Même s'il permettait de souligner fortement les capacités du prolétariat à lutter dans un contexte de décomposition, s'il montrait le potentiel marqué par la résistance des futurs prolétaires face au monde du travail et à l'exploitation capitaliste, cela présentait une faiblesse qui sera exploitée par la suite, en particulier lors du mouvement contre la réforme des retraites en 2010, où la bourgeoisie et ses syndicats ont su œuvrer de nouveau pour dénaturer et faire oublier les leçons de 2006.

Déjà au moment du CPE, le leader de la CGT, à l'époque Bernard Thibault, affirmait pernicieusement et habilement (lors de l'émission radio du Grand jury RTL le 26 mars) que « les salariés n'ont pas les mêmes méthodes de lutte que les étudiants ! » En 2010, exploitant les difficultés en mettant des bâtons dans les roues du prolétariat, comme ce fut le cas lors des manifestations promenades à répétition, totalement stériles, chacun derrière « son syndicat » et « sa corporation », les syndicats enfonçaient le clou pour faire passer les nouvelles attaques sur les retraites et surtout affaiblir davantage la conscience ouvrière :

- par la pratique classique du saucissonnage de la lutte, la dépossession des ouvriers de toute initiative lors des rares assemblées générales ;
- la fausse solidarité derrière la mystification de « l'intersyndicale » comme simulacre d'unité (en réalité l'unité des diviseurs) ;
- par les actions faussement radicales comme les « grèves reconductibles » et le jusqu'aboutisme, chacun isolé dans son coin, méthode préconisée par exemple par le syndicat Sud/Solidaires afin d'épuiser la combativité et démoraliser les ouvriers en les coupant des autres secteurs ;
- par les « blocages », enfermant les ouvriers sur eux-mêmes en les laissant « mijoter dans leur jus », comme cela s'est produit dans les raffineries de pétrole sous la houlette de la CGT.

Si les journées des 7 et 23 septembre 2010 avaient pu réunir jusqu'à 3 millions de personnes, l'impression était finalement que la bourgeoisie, « quoi qu'on fasse », reste toujours droite dans ses bottes !

Doutant fortement de lui-même, oubliant sa propre expérience historique et ses grandes luttes, le prolétariat en est venu à perdre d'autant confiance sans retrouver sa propre identité de classe. Dans ce contexte difficile, la poussée des populismes au niveau

international ne pouvait que s'exprimer et qu'obscurcir encore un peu plus l'horizon politique ces dernières années. Parmi les effets négatifs engendrant une plus grande confusion, le mouvement des « gilets jaunes » n'a pas été des moindres, véhiculant toutes sortes d'idéologies petite-bourgeoises mêlées à de rares slogans ouvriers noyés et très confus, alimentant un puissant courant de conservatisme : allant d'un démocratisme contestataire aux accents d'un nationalisme teinté parfois de xénophobie.

Cependant, au-delà de ces évolutions pesantes, la plus grande partie du prolétariat, même affaiblie, est restée en marge de la lutte interclassiste des « gilets jaunes ». Ce dernier garde toujours bien présent son potentiel de lutte comme seul fossoyeur du capitalisme. La réaction très combative du prolétariat en France lors de la réforme des retraites pendant l'hiver 2019 et au début 2020, de même que la grève générale en Finlande, les luttes ouvrières aux États-Unis, en Espagne et ailleurs qui ont suivies, témoignent d'une force de résilience et de la réalité du fait que la lutte de classe n'est pas enterrée. Même si la période liée à la pandémie de Covid augmente les difficultés pour la classe ouvrière sur tous les plans, social, économique, politique et sanitaire, la lutte de classe, du fait des attaques inévitables qui vont suivre, ne pourra que pousser tôt ou tard à des luttes.

Toute l'expérience des combats du prolétariat en France, même si cela a été en grande partie oublié, fait partie de la mémoire ouvrière internationale. Les révolutionnaires, en tant que combattants, se devront de la rappeler. C'est une de leurs responsabilités essentielles de raviver ces leçons et toutes ces expériences face aux défis posés depuis la pandémie. Les révolutionnaires devront être attentifs aux

expressions de colère, aux moindres luttes, en participant à favoriser l'effort de réflexion et de conscience qui, même s'il est encore très fragile, minoritaire et embryonnaire, se développe néanmoins au sein de notre classe au niveau international. Si le CCI a compris son rôle qui s'apparente à celui d'une fraction au sein de la classe ouvrière, ce n'est pas le cas pour les autres groupes de la Gauche Communiste, empêtrés dans leur opportunisme viscéral, incapables de comprendre le grand tournant du capitalisme vers la décomposition tels que les différents PCI bordiguistes qui, même très affaiblis, continuent néanmoins à avoir une influence sur un milieu politisé. Cette faiblesse du milieu politique prolétarien laisse un boulevard à la propagande mensongère du parasitisme qui trouve dans le marais anarchisant, hostile à toute forme d'organisation prolétarienne et théorisant la fin du prolétariat comme sujet révolutionnaire, le terreau idéal pour déverser ses calomnies contre le CCI. Cela constitue un handicap supplémentaire auquel est confrontée l'avant-garde du prolétariat au niveau international et plus particulièrement en France qui concentre le plus grand nombre de groupes parasites. Pour le CCI, ce combat est vital car il s'agit de détruire ce cordon sanitaire qui l'entoure afin de pouvoir intégrer les nouvelles forces militantes qui poursuivront le travail entrepris par la génération fondatrice de notre Courant.

Aujourd'hui comme hier, le prolétariat en France constitue une sorte de baromètre permettant d'aider à cerner le rapport de forces international entre les classes. Dans *Où va la France ?* Trotsky le constatait déjà en 1936 : « Le prolétariat français n'est pas un novice. Il a derrière lui le plus grand nombre de batailles de l'Histoire ».

WH, août 2021

### À lire sur le site web du CCI

Lisez et diffusez le tract international du CCI sur la signification des luttes en Grande-Bretagne

« L'été de la colère » au Royaume-Uni :

La bourgeoisie impose de nouveaux sacrifices,

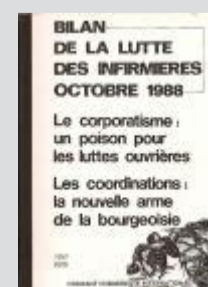
la classe ouvrière répond par la lutte

[fr.internationalism.org](http://fr.internationalism.org)

### Lisez sur le web ou sur papier, les brochures du CCI

#### Bilan de la lutte des infirmières Octobre 1988

Cette brochure a été écrite pour tirer un bilan de la lutte de 1988 présentée comme une victoire des infirmières par la bourgeoisie. Elle développe deux leçons essentielles : le poison que représente le corporatisme et le piège tendu par la bourgeoisie avec ses « coordinations ».



[fr.internationalism.org](http://fr.internationalism.org)

# VIE DE L'ORGANISATION

## LE CCI SUR INTERNET



**fr.internationalism.org**  
E-mail : **france@internationalism.org**

## ABONNEMENTS

### Abonnement découverte

*Révolution internationale*, 3 numéros : 5 €  
pack *Révolution internationale* (3 numéros)  
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

### Abonnement simple

*Révolution internationale* (11 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	20,5 €
PAR AVION DOM/TOM	21,5 €

### Abonnement simple

*Revue internationale* (4 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	17 €
PAR AVION DOM/TOM	18,5 €

### Abonnement couplé : journal + revue

11 n <sup>os</sup> + 4 n <sup>os</sup>	
FRANCE	35 €
ETRANGER	38 €
PAR AVION DOM/TOM	38 €

### Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

#### *Révolution internationale*

abonnement à 3 : 45 €  
à 5 : 73 €

#### *Revue internationale*

abonnement à 2 : 31 €  
à 3 : 45 €

*Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.*

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

## APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé.

Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se

heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail.

## APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.

Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

## PERMANENCES ET RÉUNIONS PUBLIQUES EN LIGNE

### Permanence en ligne du 22 octobre 2022

Révolution Internationale, section en France du Courant Communiste International, organise une permanence en ligne le samedi 22 octobre 2022 à partir de 14h.

Ces permanences sont des lieux de débat ouverts à tous ceux qui souhaitent rencontrer et discuter avec le CCI. Nous invitons vivement tous nos lecteurs et tous nos sympathisants à venir y débattre afin de poursuivre la réflexion sur les enjeux de la situation et confronter les points de vue.

Les lecteurs qui souhaitent participer aux permanences en ligne peuvent adresser un message sur notre adresse électronique : [france@internationalism.org](mailto:france@internationalism.org), ou dans la rubrique « nous contacter » de notre site web, en signalant quelles questions ils voudraient aborder afin de nous permettre d'organiser au mieux les débats.

Les modalités techniques pour se connecter à la permanence seront communiquées ultérieurement.

## PUBLICATIONS DU CCI

### Révolution internationale

(FRANCE)  
Revue Internationale  
BP 30605  
31006 Toulouse Cedex 6

### Acción Proletaria

(ESPAGNE)  
Ecrire à l'adresse postale en France

### Internationalisme

(BELGIQUE)  
PB 102, 2018 Antwerpen  
(Centraal Station)

### Internationalism

(ÉTATS-UNIS)  
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

### Internacionalismo

(VENEZUELA)  
Écrire à l'adresse postale en France

### Internationell revolution

(SUEDE)  
Ecrire à l'adresse postale en Suisse

### Rivoluzione internazionale

(ITALIE)  
CP 469,  
80100 Napoli

### World Revolution

(ROYAUME-UNI)  
BM Box 869,  
London WC1N 3XX

### World Revolution

(AUSTRALIE)  
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

### Weltrevolution

(SWITZERLAND)  
Internationale Revue  
Postfach 2124 – 8021 Zürich

### Revolución Mundial

(MEXIQUE)  
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, Mexico

### Communist Internationalist

(publication en langue hindi)  
POB 25, NIT  
Faridabad 121 00  
HARYANA INDIA

## BROCHURES DU CCI

### Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

2,5€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### La décadence du capitalisme

2,5€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Les syndicats contre la classe ouvrière

2,5€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Nation ou classe

3€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Le trotskisme contre la classe ouvrière

4€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Organisation communiste et conscience de classe

4€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Guerre du Golfe

2,5€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### L'État dans la période de transition

3€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### La Gauche communiste d'Italie

8€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### La Gauche hollandaise

12€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### La Gauche communiste de France

4€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### L'effondrement du stalinisme

3€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### La Révolution russe

2,5€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

2€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Luttes dans la fonction publique de décembre 1995

2€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

4,5€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Comment le PCF est passé au service du capital

3€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### La terreur stalinienne un crime du capitalisme, pas du communisme

3€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Octobre 17

3€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Le communisme n'est pas un bel idéal...

3€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

### Les élections un piège pour la classe ouvrière

2€ + frais d'envoi : France 2,11€ / Etranger 4€

## A LIRE SUR LE SITE WEB DU CCI

- Ni le camp de Lula, ni le camp de Bolsonaro, ni aucun autre !
- La Gauche communiste sur la guerre en Ukraine
- La révolution internationale n'a rien à voir avec les méthodes de la bourgeoisie et ses organisations d'extrême gauche !
- Explication des amendements rejetés du camarade Steinklopfer
- Après six mois de barbarie guerrière en Ukraine, le prolétariat en Grande-Bretagne donne un début de réponse
- Les ouvriers sont prêts à se battre, et la classe dominante se prépare à saboter les luttes
- La bourgeoisie impose de nouveaux sacrifices, la classe ouvrière répond par la lutte
- Multiplications des incendies dans le monde : Le capitalisme brûle la planète!

## SOUSCRIPTIONS

### Réunion publique à Toulouse

Mat : 20€, Jack : 10€, Lu : 20€

### Réunion publique à Lille

L : 30€, J : 10€, A : 10€

### Réunion publique à Paris

GP : 50€, Cam. : 0,50€, Rom. et Lei : 200€

### Souscriptions presse

Z : 60€

Total : 410,50€



Courant Communiste International

Premier semestre 2022

Revue  
Internationale

Guerre en Ukraine  
Un pas de géant dans la barbarie et le chaos généralisés

Rapport sur les tensions impérialistes (mai 2022)  
Signification et impact de la guerre en Ukraine

Déclaration commune de groupes de la Gauche communiste internationale sur la guerre en Ukraine

Le capitalisme c'est la guerre, guerre au capitalisme ! (Tract international)

Comment le prolétariat peut-il renverser le capitalisme ?

Militarisme et décomposition  
Actualisation du texte d'orientation de 1990

100 ans après la fondation de l'IC  
Quelles leçons pour les combats du futur ? (4<sup>e</sup> partie)

Le communisme est à l'ordre du jour de l'histoire  
Marc Chirik et l'État de la période de transition

168

3,00 euros - 3 FS - 6 SCen  
Parait tous les 6 mois

# RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## Les caractéristiques historiques de la lutte des classes en France (partie 4)

Dans la dernière partie de cette série, nous poursuivons notre historique sur la lutte de classe en France depuis les grandes vagues de luttes qui ont suivi les événements de Mai 1968. Nous verrons ainsi que toutes les caractéristiques combattives des luttes en France vont de nouveau se manifester. Nous reviendrons sur la progression de ces combats successifs pour en tirer les leçons essentielles et nous finirons en évoquant les difficultés croissantes liées à la phase de décomposition qui va suivre, dès la chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'URSS. Nous finirons en concluant sur les défis posés par la pandémie de Covid-19.

**A**VEC Mai 1968 en France, le «Mai rampant» de 1969 en Italie, les combats ouvriers de l'hiver 1970 en Pologne et toute une série de luttes ouvrières en Europe et sur d'autres continents : c'en était fini de la contre-révolution.

### Les vagues de luttes de 1968 à l'effondrement du bloc de l'Est

Ce réveil prolétarien s'est par la suite traduit par toute une accumulation d'expériences au cours de vagues de luttes internationales qui se poursuivront jusqu'à l'effondrement du bloc de l'Est. Le prolétariat en France fut alors bien souvent en première ligne d'expériences très combattives, comme lors des grèves dans le secteur de la sidérurgie à Longwy et Denain en 1979. Il fut capable au cours des années 1980 de montrer bien souvent le chemin par des tentatives audacieuses de prise en main et d'extension de la lutte, malgré l'obstacle syndical<sup>(1)</sup> et l'entretien, par les organisations d'extrême gauche, des mystifications syndicales avec, par exemple, les politiques d'entrisme, le sabotage des luttes par l'étouffement et l'enfermement des ouvriers sur leur lieu de travail, dans les assemblées générales comme au sein même des syndicats. La classe ouvrière fut confrontée à toutes sortes de manœuvres, aux pièges les plus sophistiqués de l'encadrement syndical ou gauchiste, comme le piège de «l'autogestion» mis en avant par la CFDT et les trotskystes de la LCR, en particulier avec l'expérience de Lip en 1973 qui s'est avérée un véritable fiasco, au nom de «la défense de l'outil de travail» et entretenant l'illusion de

1) On peut citer, par exemple, dans les années 1980, la tentative de prise en main et d'extension de la lutte entre les ouvriers de Chausson (constructeur de camions) et de la SNECMA (moteurs d'avions), ou l'expérience plus tardive des AG souveraines au moment de la lutte contre le CPE en 2006.

pouvoir «sauver leur entreprise», c'est-à-dire l'autogestion de leur propre exploitation.

Le «syndicalisme de base» fût aussi une arme redoutable de la bourgeoisie pour saboter les luttes ouvrières, par exemple lors de la grève des cheminots en 1986, jouant sur le corporatisme pour isoler la lutte, à travers des «coordinations» créées à l'initiative d'organisations gauchistes. Ce fut également le cas au moment de la lutte des infirmières en 1988, avec les mêmes «coordinations» exploitant la méfiance vis-à-vis des syndicats officiels pour mener la résistance ouvrière dans une impasse.<sup>(2)</sup>

Sur le plan politique, le prolétariat devait surtout faire face à l'idéologie gauchiste, notamment la propagande des maoïstes et des trotskystes jouant le rôle de «rabatteurs» vers des institutions bourgeoises, pourtant de plus en plus rejetées, et des «partis de gouvernement», comme lorsque LO appelait, en 1974 et en 1981, à voter pour Mitterrand. Ce sale travail des gauchistes se manifesta notamment par les tentatives de recréabiliser le jeu électoral, par la propagande démocratique en défense de l'État bourgeois. Plus ou moins ouvertement, ils se feront toujours les ardents défenseurs de «l'État providence», c'est-à-dire d'une imposture destinée à faire accepter l'ordre capitaliste.

Une telle présence des gauchistes en France, si on la compare à d'autres pays d'Europe occidentale, témoigne de tous les efforts de la bourgeoisie pour essayer de contrer, d'enrayer la lutte de classe et notamment de couper les ouvriers du véritable milieu politique prolétarien.

L'émergence de ce milieu fut d'ailleurs le produit du retour du prolétariat sur la scène de l'histoire et de la fin

2) Cf. notre brochure : *Octobre 1988 : Bilan de la lutte des infirmières.*

de la contre-révolution puisque la fin des années 1960 et les années 1970 furent marquées par le surgissement et le développement en de nombreux endroits du monde de groupes se rattachant, souvent de façon confuse, à la tradition et aux positions de la Gauche communiste. Le CCI s'est d'ailleurs constitué en 1975 comme regroupement d'un certain nombre de ces formations que la reprise historique du prolétariat avait fait surgir,<sup>(3)</sup> et particulièrement en France sous la poussée de la lutte massive de Mai 68. Un tel regroupement avait porté ses fruits grâce à un travail méthodique hérité de la Fraction italienne, de la Gauche communiste de France ainsi qu'au développement de la lutte de classe.<sup>(4)</sup> Ceci allait notamment permettre au Courant de surgir d'emblée sur la base d'une véritable centralisation à l'échelle internationale. En tant qu'organisation révolutionnaire, le CCI allait donc défendre le programme communiste et ainsi participer au développement de la prise de conscience au sein de la classe ouvrière. En particulier, il participait activement aux combats de la classe ouvrière comme notre presse territoriale en a rendu compte régulièrement au cours de cette période. Malgré ses faibles forces, notre organisation était présente dans les différentes luttes. Non seulement elle y a diffusé sa presse et des tracts, mais elle a participé directement, chaque fois que c'était possible, aux assemblées ouvrières pour y défendre la nécessité de l'extension des luttes et de leur prise en main par les ouvriers en dehors des différentes formes de syndicalisme, syndicalisme «officiel» ou syndicalisme «de base».

Durant les années 1980, c'est sur deux fronts que le CCI engageait le combat :

– la lutte contre le sectarisme des autres groupes se réclamant de la Gauche communiste. L'échec des Conférences de la Gauche communiste, l'implosion

3) Cf. «Construction de l'organisation révolutionnaire : les 20 ans du CCI», *Revue internationale* n° 80 (1995).

4) Différents groupes politiques se sont clarifiés et toute une évolution des débats permettait la création en France de Révolution internationale en 1972, puis en 1975, la création du CCI. Deux des trois conférences internationales de la Gauche communiste, dans les années 1980, se sont tenues à Paris.

du PCI bordiguiste, le courant de la Gauche communiste le plus important des années 1970 en France, sont le produit de l'incapacité de l'avant-garde du prolétariat à s'ouvrir afin de mener un véritable débat en son sein.

– L'émergence du parasitisme pour isoler le CCI du milieu politique prolétarien et vis-à-vis des éléments en recherche des positions révolutionnaires. Le but du parasitisme étant clairement de détruire l'organisation héritière des traditions du mouvement ouvrier et, en particulier, de tout le legs de la Gauche communiste. La France est l'épicentre de cette attaque parasitaire.

Depuis 1968, le prolétariat en France est, probablement avec le prolétariat en Italie et en Grande-Bretagne, un des plus expérimentés au monde, celui qui a poussé le plus loin les expériences lors des trois grandes vagues de luttes internationales qui se sont achevées à l'aube des années 1990 : l'expérience de prise en main des luttes face à l'obstacle syndical, la confrontation la plus poussée face aux idéologies les plus radicales du gauchisme et du syndicalisme, font bien du prolétariat en France une fraction à la pointe de la lutte et une des plus réactives et conscientes aujourd'hui. Dans les années 1970 et 1980, après chaque vague de luttes internationales successives, le prolétariat en France commençait à tirer plus profondément des leçons de son expérience, parvenait à mieux combattre l'encadrement syndical, même s'il se heurtait encore fortement aux pièges de ces ennemis de classe. Ce n'est pas un hasard si ce sont surtout les syndicats français qui sont venus à la rescousse pour porter main forte au syndicat polonais Solidarnosc afin d'éteindre l'incendie de la grève de masse en Pologne en 1980.

Si, lors de la reprise des luttes en 1983, lançant une troisième vague commencée en Belgique, le prolétariat à fini par marquer le pas également en France, se concrétisant vers la fin des années 1980 par une sorte de «piétinement des luttes», c'était le résultat d'une faiblesse avant tout de la conscience du prolétariat international, notamment celles du milieu politique prolétarien qui avait été profondément marqué par le poids de la rupture avec les organisations politiques du prolétariat avant 1968 et par ses difficultés à

prendre en charge un travail de réappropriation critique des expériences du passé. C'est ce facteur important qui, couplé à la difficulté de dégager une perspective clairement révolutionnaire dans les luttes par les ouvriers, allait fragiliser les prolétaires confrontés aux premiers effets délétères de la phase de décomposition du capitalisme.

### La lutte du prolétariat dans la phase de décomposition du capitalisme

Après l'effondrement du bloc de l'Est à la fin des années 1980, produit spectaculaire de la nouvelle phase de la décadence dans laquelle le capitalisme venait d'entrer, sa décomposition, une immense propagande s'est partout déchaînée assimilant frauduleusement «stalinisme» et «communisme», proclamant «la fin du communisme», la «faillite du marxisme» et la «disparition de la classe ouvrière». Cela allait saper durablement la confiance du prolétariat en sa force collective et occasionner un profond recul de la combativité et surtout de la conscience, jusqu'à lui faire perdre de vue la reconnaissance de sa propre existence comme classe. Depuis une trentaine d'années, semblant donner raison à tous ces discours intensifs et nauséabonds, le prolétariat, très affaibli, est resté confronté à de très nombreux obstacles, tant sur les lieux de travail en pleine mutation que face à la propagande idéologique incessante de la classe dominante.

Afin de faire oublier le sale travail des syndicats durant les décennies précédentes, la bourgeoisie toujours à l'offensive, devait orchestrer une manœuvre d'ampleur en 1995 dans le cadre des attaques du plan Juppé, avec pour pivot les cheminots, afin de recréabiliser les syndicats, semant même l'illusion d'une prétendue «victoire».<sup>(5)</sup>

Face à l'aggravation de la crise économique et face au risque de nouvelles poussées de combativité du prolétariat, la bourgeoisie devait en effet prendre les devants : «Décidée à anticiper la remontée générale de la

5) Cf. notre brochure : *Luttes de décembre 1995 dans la Fonction publique en France : victoire pour les syndicats ; défaite pour la classe ouvrière.*

suite page 6

### NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de «socialistes» ou «communistes», ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle

toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

### NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.